

#21 VISION SYNDICALE

CSI Confédération syndicale internationale
Mai 2011



→ Matilde Gattoni

Golfe: la face honteuse du miracle

Au delà des façades étincelantes de Doha (Qatar) et de Dubaï (Émirats arabes unis), voici les histoires de migrants qui ne disposent que de quelques droits et vivent dans des conditions inhumaines.

Derrière les tours étincelantes des villes du Golfe se cache la détresse des travailleurs migrants



→ Matilde Gattori

Difficile de ne pas avoir le souffle coupé la première fois que votre regard se porte sur les étincelantes villes nouvelles qui surgissent du désert le long de la côte du golfe Persique.

Dubaï est synonyme de glamour et les superlatifs s'y emploient à la chaîne: l'immeuble le plus haut du monde, les hôtels les plus luxueux, les centres commerciaux les plus gigantesques et d'aplissimes îles artificielles.

À Doha, le secteur de la construction connaît un essor qui vane sans nul doute acquérir une cadence impressionnante avec le démarrage des grands travaux d'infrastructure en préparation de la Coupe du monde de 2022.

La ligne d'horizon de la capitale du Qatar scintille déjà comme une Manhattan moyen-orientale, vue de l'autre côté de la baie, depuis le tout nouveau musée d'art islamique à l'architecture déjà emblématique.

Ce que les touristes, supporters sportifs et hommes d'affaires arrivés en jet privé dans l'un des États du Golfe ne voient probablement pas, ce sont les millions de travailleurs migrants qui construisent encore aujourd'hui les nouvelles tours, les centres commerciaux, les hôtels, les stades et les musées qui poussent comme des champignons dans chacune de ces villes d'Arabie en pleine expansion.

Une armée d'hommes venus d'Inde, du Népal, du Bangladesh, de Somalie et d'un grand nombre d'autres pays en développement a été attirée dans les pays du Golfe riches

en pétrole, avec la promesse de bons salaires. Loin des centres commerciaux climatisés et des beaux appartements du front de mer, ils vivent, entre hommes seulement, dans des logements surpeuplés ressemblant à des casernes, situés dans des banlieues poussiéreuses qui vont en s'étendant, dont le tristement célèbre quartier Sonapur de Dubaï et la zone industrielle à la périphérie de Doha.

Ces hommes ont des journées de travail exténuantes, souvent sous une chaleur torride, puis ils sont ramenés à leur logement d'entreprise dans les bus de l'entreprise: ce qui les attend, ce sont des chambres où il s'entassent parfois à dix, de la nourriture on ne peut plus simple, des toilettes et des douches souvent rudimentaires et une climatisation qui, dans les rares cas où elle est prévue, est de toute façon inefficace face aux températures estivales qui grimpent au dessus des 40°C. Nombreux sont ceux qui effectuent un travail dangereux, mais il n'ont qu'une couverture médicale limitée, voire inexistante.

Les travailleurs migrants résistent à tout. Bon nombre d'entre eux disent qu'ils sont prêts à accepter la chaleur et les dures conditions de travail en échange de la possibilité de subvenir aux besoins de leur famille grâce à leur salaire, bien supérieur à ce qu'ils pourraient gagner dans leur pays d'origine. Or, bien trop souvent, les salaires ne sont perçus qu'avec des mois de retard.

Escroqués par des agents de recrutement sans scrupules, ces travailleurs arrivent dans le Golfe pour découvrir que

leur salaire est inférieur à ce qu'on leur avait promis avant leur départ. Véritable traumatisme pour les migrants qui se retrouvent à lutter pour rembourser les dettes contractées pour payer leur voyage jusque dans le Golfe. Ils sont loin, dans ces conditions, de pouvoir subvenir aux besoins de leur famille qui comptait sur eux.

«Ce sont eux qui ont fait ce pays, qui ont transformé le désert en une ville splendide, et voyez maintenant dans quelles conditions ils vivent», dit Saaed* un chauffeur pakistanais rendant visite à des amis qui vivent à 10 dans une chambre d'une banlieue pourrie au-delà des tours caractéristiques du très huppé quartier des affaires de Dubaï.

«Certains n'ont pas été payés depuis plusieurs mois... leurs familles dépendent d'eux, mais ils n'ont rien à envoyer. Ils sont désespérés.»

Les migrants n'ont pratiquement aucune possibilité d'échapper aux griffes des employeurs qui les exploitent. Un système dénommé Kafala lie en effet les travailleurs étrangers aux entreprises locales qui se sont portées garantes, autorisant ainsi leur venue dans les pays du Golfe.

Les travailleurs ont besoin de l'autorisation de leur employeur pour changer d'emploi, et très souvent les entreprises confisquent les passeports des migrants pour s'assurer que ceux-ci ne quitteront pas le pays avant l'échéance de leur contrat. Récemment, tant au Qatar que dans les EAU, le gouvernement a pris des mesures visant à améliorer la situation des migrants, mais l'application de la nouvelle législation est lacunaire. En outre, les procédures judiciaires sont longues, ce qui laisse les travailleurs à attendre pendant des mois sans salaire, lorsqu'ils tentent malgré tout d'obtenir réparation.

Ne sachant plus quoi faire devant les mauvais traitements subis ou les arriérés de salaires, certains prennent tout simplement la fuite. Ils se retrouvent alors dans un vide juridique, car ils n'ont plus le droit de travailler dans leur pays d'accueil, mais ils n'ont ni l'argent ni les papiers leur permettant de rentrer chez eux.

Ali, un tailleur venu de l'État indien d'Uttar Pradesh, travaille depuis un an et demi pour un salaire de misère sur le marché noir, après s'être échappé de son entreprise garante qui refusait de lui verser son salaire.

«Je suis allé voir la direction pour récupérer mon passeport, mais ils ont refusé de me le rendre» explique-t-il pendant qu'il fait la queue pour recevoir une gamelle de curry de légumes et de riz jaune distribué par une organisation caritative locale qui organise discrètement des soupes populaires. *«Maintenant, tout ce que je veux, c'est rentrer à la maison.»*

La législation du Qatar comme des É.A.U. interdit dans les faits les syndicats, raison pour laquelle les travailleurs migrants n'ont presque aucune possibilité de dénoncer les conditions dont ils sont victimes.

Lorsqu'ils tentent de se faire entendre, ils peuvent s'attendre à une réponse plutôt sévère. Quelque 3 000 ouvriers du géant du bâtiment Arabtec se sont mis en grève en janvier pour exiger l'augmentation de leur salaire mensuel, qui serait parfois de 650 dirham seulement (\$175). Les autorités ont été intransigeantes : soixante-dix ouvriers du Bangladesh, accusés d'être les instigateurs de la grève, ont été arrêtés et, d'après les autorités de leur pays, déportés de Dubaï.

«Nous sommes résolus à déporter les travailleurs dont l'implication sera démontrée» dit le Colonel Mohammed al Mur, directeur général du Département général du contrôle judiciaire et disciplinaire de la police de Dubaï, dans une interview au journal The National. *«Nous ne tolérerons pas la présence de perturbateurs. Leur présence dans le pays est dangereuse et nous devons par conséquent prendre les mesures qui s'imposent à leur égard.»* (1)

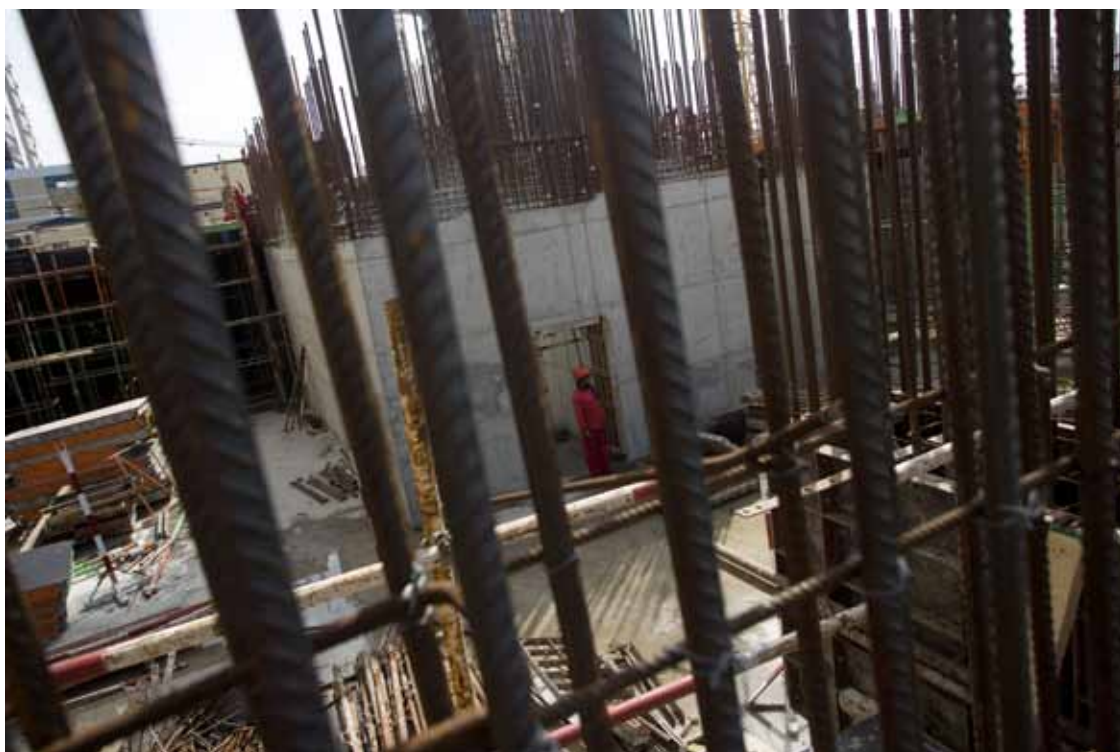
Arabtec, en partenariat avec la société coréenne Samsung Corp. et le constructeur belge Besix, a construit le Burj Khalifa qui est l'immeuble le plus haut du monde. Finie en 2010, cette aiguille de verre et d'acier haute de 828 mètres surplombe le centre de Dubaï et accueille l'hôtel Armani, dont la chambre la moins chère coûte \$650 la nuit.

Tant à Qatar qu'aux Émirats Arabes Unis, les migrants constituent la majorité écrasante de la population.

D'après des chiffres du gouvernement, sur les 4,1 millions d'habitants des EAU, seulement 825 000 sont des ressortissants nationaux. La population migrante de Dubaï a chuté lorsque le pays s'est vu ébranlé par la crise financière de 2009, qui a entraîné le gel de projets d'infrastructure pour



→ Matilde Gattoni





un montant de \$582 milliards et a fait perdre leur emploi à des milliers de migrants. Cependant, dans l'ensemble des EAU, les migrants constituent 70 pour cent de la population .

Un recensement publié au Qatar en octobre 2010 a montré que la population de ce pays riche en gaz avait plus que doublé en l'espace de six ans, pour atteindre 1,69 million d'habitants, mais les Qatariens de souche ne sont qu'environ 200 000. La disparité démographique est encore plus frappante sur le marché du travail, car seulement six pour cent de la population active est qatarienne.

Les ressortissants du Qatar et des Émirats, qui comptent parmi les plus riches au monde, ne sont pas chauffeurs de taxis, ni serveurs ou plombiers. Leur économie dépend de la main-d'œuvre étrangère qui vient essentiellement d'Asie du Sud, des Philippines ou, plus récemment, d'Afrique de l'Est.

Le Qatar peut s'attendre à une croissance exponentielle des migrants dans cette période de préparatifs de la Coupe du monde, avec des investissements en infrastructure qui devraient dépasser les 100 milliards de dollars. Certaines estimations suggèrent que jusqu'à un million d'ouvriers supplémentaires seront nécessaires pour construire les 12 stades, les 70 000 nouvelles chambres d'hôtel ainsi que le réseau routier et ferroviaire prévu pour ce somptueux délire footballistique.

Le gouvernement qatarien a annoncé des plans visant à améliorer les conditions de vie et de travail pour les travailleurs migrants qui afflueront en masse pour ce nouvel essor du bâtiment en prévision de 2022. Il est prévu des logements modèle, et surtout des lois plus restrictives pour éviter tous les abus. Cependant, la pression portera sur la FIFA, l'organisation mondiale du football, ainsi que sur les entreprises européennes qui font la file pour décrocher de lucratifs contrats liés à la Coupe du monde, pour qu'elles garantissent aux travailleurs des conditions décentes de travail, de logement et de salaire.

Le Qatar est le pays le plus riche du monde, avec un revenu par habitant de \$88 000 d'après les données recueillies l'année dernière par le Fonds monétaire international. (2) Or, un ouvrier du bâtiment népalais a de la chance s'il parvient à gagner \$3 600 par an. Une employée domestique philippine en larmes explique qu'elle espérait obtenir un salaire annuel de \$2 500, pour souvent 18 heures de travail par jour, avant de s'enfuir de chez son employeur qui la maltraitait.

Cet afflux massif de main-d'œuvre dans les pays du Golfe a déséquilibré le rapport hommes/femmes. À Dubaï, les hommes sont au moins trois fois plus nombreux que les femmes. Les migrants qui vivent et travaillent dans la zone industrielle du Qatar ne voient pas de femme pendant des mois. L'on voit les dizaines de milliers d'hommes qui vivent à Sonapur consacrer leur journée de repos du vendredi entre la prière et le cricket, mais les bouteilles vides de whisky de fabrication indienne empilées et cachées montrent bien qu'ils ont trouvé un autre exutoire à la douleur d'être loin des leurs.

Elles ne sont peut-être pas visibles, mais il y a des dizaines de milliers de femmes migrantes dans les pays du Golfe, servantes domestiques vivant chez leur employeur, où elles courent le risque de subir des abus verbaux, physiques ou sexuels.

En 2010, plus de 1 000 employées domestiques en détresse se sont réfugiées dans une maison d'accueil de Doha gérée par le Bureau philippin du travail à l'étranger (sigle anglais: POLO). La plupart avait pris la fuite à cause

des journées de travail épuisantes ou des salaires jamais payés par les employeurs, mais près de 300 signalaient avoir été maltraitées physiquement et 75 ont dit avoir subi un harcèlement ou des abus sexuels.

Une situation similaire règne à Dubaï, où 161 femmes cherchaient refuge au début du mois de février auprès d'une autre maison d'accueil gérée par le POLO.

«La plupart d'entre elles fuient parce qu'elles sont victimes de mauvais traitements infligés par leurs employeurs», dit Yuri Cipriano, bénévole de l'organisation philippine des droits de l'homme Migrants Internationale. «Elles ont généralement été battues ou injuriées. Elles n'ont pas de jour de congé, et elles ne reçoivent pas leur salaire.»

Face aux critiques internationales, le gouvernement des É.A.U. et celui du Qatar ont pris des mesures visant à améliorer les conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre migrante. Les deux pays ont adopté une législation qui accorde davantage de souplesse aux changements d'employeur pour les migrants, mais tous deux rejettent toutefois la possibilité d'éliminer le système des garants, la Kafala.

Des règles plus strictes ont été mises en place pour contrôler les agences de recrutement sans scrupules, les normes en matière de sécurité ont été améliorées et les travailleurs se sont vus accorder des pauses obligatoires aux heures les plus chaudes de l'après-midi pendant les trois mois d'été.

Le système de protection des salaires qui est mis en place progressivement aux É.A.U. depuis 2009 oblige les entreprises à verser les salaires de leurs ouvriers en procédant à des paiements électroniques bancaires, que les autorités peuvent vérifier. La mesure a été acclamée, mais elle n'a pas suffi à faire cesser les retards de paiement des salaires, grief récurrent répété dans les dortoirs des migrants. La construction de meilleurs logements pour certains n'a rien changé pour les centaines de milliers de travailleurs dont les conditions de vie sont sordides.

«Dernièrement, de nouveaux règlements ont changé les choses en bien pour les questions relatives au travail», dit un militant des droits humains émirien. «En même temps, ces travailleurs sont tellement nombreux dans les Émirats, et les ressources du ministère du Travail si infimes en comparaison... C'est facile de coucher une loi sur le papier, mais nettement moins de garantir sa mise en œuvre.»

*Le nom de plusieurs personnes citées dans le présent rapport a été changé en vue de protéger leur identité.

1 - 70 workers arrested in Dubai following unrest, The National, 27 janvier 2011. www.thenational.ae/news/uae-news/70-workers-arrested-in-dubai-following-unrest
2 - Perspectives de l'économie mondiale, base de données, FMI, octobre 2010. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/weodata/weorept.aspx>

→ Matilde Gattoni



Les ambitions du Qatar pour la Coupe du monde de 2022 sont d'une ampleur pharaonique



→P. Ames

Douze stades seront construits ou rénovés, dotés de climatisation pour permettre aux joueurs de disputer leurs matches en dépit de la chaleur de plomb estivale. Il y aura des dizaines de nouveaux hôtels gigantesques, de tout nouveaux réseaux de métro et de chemins de fer, une ville nouvelle accueillant 200 000 résidents, et un investissement de \$20 milliards pour améliorer le réseau routier.

L'on estime que ce pays minuscule devra réquisitionner jusqu'à un million de nouveaux travailleurs migrants pour venir à bout de cette tâche, l'expansion du secteur du bâtiment devant passer à la vitesse supérieure dès 2012 lors du démarrage des travaux en préparation de la Coupe du monde.

«*Il y aura une déferlante de recrutement*», dit un diplomate philippin qui traite des questions du travail à Doha. «*Ce sera un véritable tsunami de travaux publics.*»

Les investissements d'infrastructure devraient dépasser les 100 milliards de dollars, et les entreprises internationales rivalisent pour remporter des marchés juteux.

Les plus hauts fonctionnaires du gouvernement du Qatar tiennent à éviter que des récits d'abus subis aujourd'hui par les si nombreux travailleurs migrants portent atteinte à la réputation du pays durant les préparatifs de la Coupe du monde.

Les autorités ont annoncé des projets visant à améliorer la situation des travailleurs migrants, y compris des ensembles modèles de logements ouvriers et des lois plus strictes pour éviter les abus tels que les retards de paiement des salaires ou les pratiques usurières des agences de recrutement.

Il semble toutefois peu vraisemblable qu'elles soient disposées à renverser les lois qui interdisent dans les faits aux migrants de jouir de la liberté syndicale, du droit de négociation collective et du droit de grève.

La préoccupation généralisée est de voir des travailleurs migrants victimes d'agences cherchant à se faire de l'argent facile grâce à la recrudescence de recrutements pour les travaux liés à la Coupe du monde, ou subissant l'exploitation

de leurs employeurs décidés à réduire les coûts ou la durée des travaux pour conclure tous les chantiers à temps pour le tournoi.

D'ici à la Coupe du monde, la pression va s'exercer sur la FIFA, organisme qui dirige le football au niveau mondial, sur les autorités du Qatar et sur les entreprises internationales, afin qu'elles fassent en sorte que les travailleurs jouissent de conditions de travail, de salaire et de vie décentes.

«*La situation des travailleurs migrants au Moyen-Orient est inacceptable*», dit Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale.

«*La Coupe du monde sera un moment où les yeux du monde entier seront posés sur le Qatar et les autres pays de la région. Nous nous emploierons à faire en sorte que la FIFA assume ses responsabilités et que les multinationales fournissant des produits à la Coupe du monde, ainsi que leurs chaînes d'approvisionnement, respectent réellement les droits des travailleurs.*»

Les pays pauvres d'où viennent l'essentiel des travailleurs de la région du Golfe se réjouissent déjà de la manne que va représenter la Coupe du monde, en envois de fonds par les migrants à leurs familles.

«*Ils auront besoin d'une quantité énorme de travailleurs étrangers pour construire les stades et édifier toutes les autres infrastructures liées à ce grand événement footballistique. Nous espérons que le Qatar recrutera au Bangladesh la majorité de ses ouvriers étrangers*», indiquait Mohammed Abul Basher, président de l'Association du Bangladesh des agences internationales de recrutement, au journal The Financial Express de Dhaka en mars. (1)

«*La demande de main-d'œuvre augmente au Qatar dans les chantiers de construction pour la Coupe du monde*», soulignait The Kathmandu Post en février.



Ce journal donnait les chiffres de Département népalais de l'emploi à l'étranger, montrant que le Qatar avait remplacé la Malaisie comme première destination des travailleurs népalais; rien qu'en janvier, ils étaient 11 000 à s'être rendus dans ce pays du Golfe. (2)

Le Qatar dispose déjà d'installations sportives de premier ordre. Sports City, dans la capitale Doha, inclut le stade Khalifa de 50 000 places, une piscine olympique et le Aspire Dome, l'une des installations sportives couvertes les plus grandes au monde. Cette zone a accueilli les Jeux asiatiques de 2006 ainsi que la finale de la Coupe d'Asie en janvier 2011.

Des dizaines de migrants en bleus de travail travaillaient dans le stade quelques jours après la finale de la Coupe d'Asie: des Népalais retirant des rouleaux de gazon artificiel ou des clôtures, des Ghanéens réparant les barrières de sécurité, des Indiens travaillant à la rénovation de la tour Aspire qui, du haut des ses 300 mètres, surplombe tout le centre sportif.

Cependant, les travaux effectués en ce moment font pâle figure en comparaison avec la remise en état complète du stade prévue d'ici 2022.

Un certain nombre de grandes entreprises internationales sont déjà occupées à des projets liés à la Coupe du Monde. Les architectes allemands Albert Speer et associés ont joué un rôle fondamental dans la planification et l'esquisse de certains des stades du Qatar et espèrent bien remporter les marchés pour leur édification; Deutsche Bahn travaille à la création du nouveau métro de Doha et du nouveau réseau ferroviaire qui inclura des liaisons à grande vitesse vers le Bahreïn et l'Arabie Saoudite; Qatar Holding a payé près de 530 millions de dollars en décembre pour une participation de 9,1 pour cent de Hochtief, le plus grand constructeur allemand, dans le cadre des préparatifs d'ici 2022.

«Cette transaction cimentera notre relation avec l'un des plus importants partenaires commerciaux pour le développement des infrastructures au Qatar pour les préparatifs de la Coupe du monde de 2022,» disait à l'époque Ahmad Mohamed al

Raju est un homme d'affaires népalais au Qatar. Il travaille aussi pour l'antenne locale d'une organisation de promotion des intérêts des migrants népalais dans le monde entier

«Au Moyen-Orient, il y a de nombreuses possibilités, mais des problèmes aussi, surtout les salaires qui ne sont pas payés ou seulement en partie. Nous estimons qu'il y a 350 000 Népalais au Qatar. Dans tout le Moyen-Orient, ils sont 1,3 million.

Officiellement il y a très peu de femmes parce que le gouvernement a dit non, mais il y en a quelques unes qui se débrouillent pour contourner la règle, en passant pas l'Inde. Le gouvernement va bientôt leur donner l'autorisation de venir à nouveau, parce qu'ils pensent que comme ça il sera plus facile de contrôler ce qui se passe.

La plupart des hommes travaillent dans le secteur des services et dans le bâtiment. Le recrutement pose problème. On ne peut pas toujours croire les agences de recrutement. Le gouvernement devrait les contrôler, les sanctionner. Ils travaillent main dans la main pour flouer les migrants, avec les fameux doubles contrats ou avec les droits qu'ils se font payer. Parfois, les travailleurs mettent deux ans rien que pour rentrer dans leurs frais à cause de ce qu'ils ont payé aux agences, c'est inacceptable.

De nombreux Népalais sont contents ici, mais il y a des

entreprises qui ne traitent pas leurs travailleurs comme des êtres humains. Ce sont pourtant ces travailleurs qui sont en train de construire le pays. Pour la Coupe du monde, on s'attend à une croissance exponentielle du développement des infrastructures, ce qui fera venir bien plus d'ouvriers. On s'attend à de meilleurs salaires et de meilleures conditions pour les travailleurs. Le droit du travail est bon, mais il doit être appliqué comme il faut. S'ils arrivent à faire fonctionner le système prévu dans la loi, tout ira bien. On ne peut pas s'attendre à ce que tout change du jour au lendemain, mais il faut qu'ils apprennent à bien traiter ces gens qui vont faire leur vie dans le pays.

Une partie du problème, c'est que le système de paiement fonctionne vraiment mal. Il faut 60 ou 90 jours avant de se faire payer, après envoi de la facture, alors les investisseurs aussi ont des problèmes. Parfois, vous ne recevez pas vos paiements, alors c'est le cercle vicieux qui s'installe. Certaines entreprises sont bonnes, mais elles n'arrivent pas à payer leurs travailleurs, Parfois, même moi je n'arrive pas à payer mes travailleurs à temps, même si c'est ce que je veux.»

→ Eduardo Diaz



Sayed, directeur général de Qatar Holding. (3)

Les entreprises internationales ne se sont pas répandues en détails lorsque nous leur avons demandé de quelle manière elles prévoient de garantir que la donne soit décente pour les travailleurs des chantiers liés à la Coupe du monde.

«La FIFA travaillera la main dans la main avec le Comité d'organisation local (COL) au Qatar dans les années à venir en vue d'envisager les manières d'accroître les retombées positives de la Coupe du monde de la FIFA et de réduire celles qui pourraient être négatives,» a dit l'organisme mondial du football en réponse à une question sur son engagement en ce qui concerne les droits des travailleurs. «Il est important de prendre note, toutefois, que la responsabilité de la construction des stades incombe uniquement au pays hôte, sous la supervision du COL et qu'à cet égard, ce sont les lois nationales qui doivent être respectées.»

Dans une déclaration, Hochtief a souligné sa très bonne performance en matière de sécurité au Qatar ainsi que son engagement de longue date pour ce qui a trait aux normes de l'Organisation internationale du travail. L'on ne voit pas très bien pourtant de quelle manière ces normes, qui incluent la liberté syndicale et le droit de négociation collective, pour-

raient être appliquées au Qatar dont la législation du travail nie tout bonnement ces droits aux travailleurs migrants.

«Nous avons derrière nous 24 millions d'heures/ouvriers sans accident ayant entraîné une perte de temps de travail (et) plus de 200 000 heures/ouvriers consacrées à des formations sur la santé et la sécurité. En outre, nous avons installé des cliniques dans les chantiers qui, comme l'ont indiqué les autorités qatariennes, répondent aux normes les plus élevées du Qatar», indique Bernd Pütter, le responsable de la communication de Hochtief. «Comme vous pouvez le constater, nous prenons soin de nos employés, au Qatar comme dans le reste du monde.»

Les architectes Albert Speer et associés disent qu'ils n'ont pas le droit de parler des droits des travailleurs et ont renvoyé nos questions au comité organisateur de la Coupe du monde au Qatar. Au moment de la rédaction du présent article, Deutsche Bahn n'avait répondu à aucune des questions que nous lui avons soumises à plusieurs reprises.

1 - The Financial Express, 18 mars 2011 (www.thefinancialexpress-bd.com/more.php?news_id=129633&date=2011-03-18)

2 - The Kathmandu Post, 22 février 2011 (www.ekantipur.com/the-kathmandu-post/2011/02/22/money/labour-demand-up-in-qatar-amid-world-cup-construction/218730.html)

3 - The National, 7 décembre 2010 (www.thenational.ae/business/economy/hochtief-deal-kicks-off-qatar-cup-preparations)



→ Matilde Gattoni

Pradeep est un Népalais qui travaille pour une société de transport employant des migrants comme chauffeurs pour ses camions, ses bennes et autres véhicules utilisés dans le secteur du bâtiment à Doha

«Aujourd'hui on a été payés, 1 200 riyals (\$330). Je suis un homme riche, je peux vous offrir ce que vous voulez. Ils ont retenu le salaire de novembre, ils retiennent toujours un mois de salaire pour s'assurer qu'on ne va pas s'échapper. Je ne retravaillerai plus jamais pour cette entreprise, jamais. J'avais prévu de partir au bout d'un an, mais ils ne m'autorisent pas à repartir après juste une année.

Les gérants sont Palestiniens, ils sont trois. Ils passent leur temps à hurler, ils me disent que je ne fais pas attention, ils m'accusent de leurs propres erreurs, ils menacent de me frapper.

Avant, ils ne se contentaient pas de menacer, ils tapaient

pour de vrai, mais ils ne le font plus parce qu'un des travailleurs a riposté et a donné une vraie raclée à l'un des gérants, qui a dit aux autres «Faut pas les pousser trop fort ces Népalais, ils sont petits mais teigneux». Alors maintenant, ils menacent toujours, mais ils gardent leurs mains dans les poches. Le Népalais, il a été renvoyé chez lui, ils lui ont donné les papiers pour rupture de contrat en disant que c'était un mauvais employé. Ils n'ont pas dit qu'il les avait frappés, parce qu'ils avaient peur d'avoir des problèmes parce qu'ils avaient commencé. C'est peut-être un bon moyen pour se faire envoyer vite fait à la maison ? Mais non, ce n'est pas une bonne idée, parce qu'on ne sait jamais ce qui peut se passer au tribunal.»

Au sein de l'opulence du Golfe, les migrants vivent dans de sordides taudis



→ Matilde Gattoni

Un bout de bougie de trois centimètres dans la main d'un travailleur népalais du secteur du transport éclaire péniblement son triste espace de vie.

Des murs de béton vierges qui encadrent un petit réchaud à gaz noirci, quelques caisses en bois recouvertes de papier journal parsemé de taches de graisse, tel est l'espace qui sert de cuisine à deux douzaines de migrants d'Asie du Sud, qui partagent ce morne bâtiment de deux étages envahi par la poussière de l'usine à ciment adjacente, dans la zone industrielle tentaculaire de Doha.

Il y a bien un évier, crasseux, mais pas plus d'eau courante que d'électricité.

De sa voix douce et patiente, Pradeep explique que son employeur n'allume le générateur et le robinet d'eau central que pendant deux ou trois heures par jour.

«*Nous souffrons*», dit soudain Ragiva, son voisin Sri Lankais. «*Nous sommes des êtres humains, comment peuvent-ils nous faire vivre dans des conditions pareilles?*»

Et pourtant, dans un sens, ils ont de la chance. Pour des raisons que personne n'a jugé bon de leur donner, l'entreprise a récemment relogé la plupart de ses conducteurs ailleurs, alors ceux qui sont restés ont le grand luxe d'une chambre à eux tout seuls.

Quelques pâtés de maison plus loin, 35 Sri Lankais vivent à quatre dans les chambres minuscules d'un apprentis d'un seul étage construit le long du mur arrière de l'atelier de réparation automobile dans lequel ils travaillent, 12 heures durant, sans climatisation ni protection oculaire.

Il y a une salle de bain qui dégage des odeurs fétides. La cuisine, les hommes ont cessé de l'utiliser car ils étaient trop nombreux à être tombés malades. Ils doivent acheter leur nourriture dans un café d'un marché des environs. Ici au moins, il y a l'électricité: une chaîne déverse de la musique pop indienne le soir, pendant que les hommes se reposent, lavent leur linge ou font un peu de musculation avec des poids de leur fabrication.

La zone industrielle est à 10 kilomètres du centre de Doha, mais on est pourtant à des années lumières de la ville, de son front de mer bordé de palmiers et vivifié par la brise marine, ou bien des gondoles bardées de touristes qui font leur shopping dans le centre commercial Villaggio, décliné sur le thème de Venise, complètement surréaliste.

Giovanni Espinal, professeur d'université américain chargé d'un programme de formation destiné aux migrants, estime à plus de 200 000 le nombre de travailleurs à faibles revenus qui vivent au milieu du dédale d'hôtels, d'usines, de hangars et d'ateliers de réparation de voitures de la zone

industrielle. La banlieue, immense, dont la surface équivaut en gros à celle de 1 134 terrains de football, est pourtant méconnue et cachée aux yeux des riches habitants de Doha.

«Ce n'est que quand les gens doivent faire réparer leur voiture qu'ils découvrent l'existence de cette zone», explique Espinal. «Ils peuvent avoir vécu à Doha depuis des années, et tout d'un coup ils viennent faire réparer leur voiture et regardent autour d'eux et se demandent «Comment, ceci fait partie de Doha?» Eh bien oui.»

L'équivalent de la zone industrielle à Dubaï héberge plus de 150 000 travailleurs migrants dans une banlieue appelée Sonapur. L'ironie de son nom, qui signifie «ville dorée» en hindi, n'échappe à aucun des habitants de cet espace coincé entre une décharge et un cimetière.

Cet endroit est composé de ce que les habitants nomment des «camps de travailleurs», rue après rue de bâtiments mal construits gérés par les employeurs, qui ressemblent à des prisons ou à des casernes. Les autorités de Dubaï ont fait un effort pour assainir Sonapur après la publication en 2006 d'un rapport accablant par Human Rights Watch, qui a déclenché un raz-de-marée de couverture médiatique négative (1). Certains des pires camps ont été rasés, les routes ont été asphaltées et les eaux d'égout ne s'écoulent plus dans la rue. Sonapur n'en reste pas moins un lieu de vie lugubre.

Certaines des entreprises les plus importantes font vivre leurs ouvriers dans des enceintes encerclées de murs et dotées de la sécurité la plus stricte pour interdire les visites non autorisées. D'autres lieux sont plus accessibles. Lors de son vendredi de congé, un ouvrier du bâtiment égyptien, Tarik, s'est fait un plaisir de faire visiter le bâtiment de trois étages qu'il partage avec 156 autres migrants. Ils sont entassés à six par chambre, autour d'une cour centrale dra-

pée de sarongs multicolores et de chemisettes de football en train de sécher.

Dans la chambre de Tarik, presque tout l'espace est occupé par les trois lits superposés. À côté de la porte, une télévision portable. Les rares objets personnels des hommes sont pendus au mur dans des sacs en plastique accrochés à un clou. Pas le moindre espace privé. La cacophonie des musiques arabe et indienne s'échappant des chambres et les bouffées d'arômes mélangés provenant de la cuisine commune reflètent la diversité des origines: Indiens, Égyptiens, Bangladeshis, Pakistanais, Syriens – tous vivent dans cet espace réduit.

«Le fait d'avoir des origines culturelles tellement différentes ne pose pas de problème», dit Rama, un ouvrier du bâtiment de l'État du Kerala au sud de l'Inde qui habite à Dubaï depuis 2004. «Nous sommes tous amis, il y a une coopération entre nous».

Dans un ensemble composé de 80 chambres dans quatre bâtisses à un seul étage adossées les unes aux autres, les visiteurs sont accueillis par une odeur fétide s'échappant des toilettes détraquées dans le bloc des latrines. Ici, les habitants les plus chanceux ont un lit, alors que les autres dorment sur des matelas souillés ou de simples tapis à même le sol de ciment. Dans chaque chambre de trois mètres sur trois, six hommes et parfois davantage. La seule lumière naturelle passe à travers les pages jaunies de vieux journaux qui recouvrent les fenêtres. Les travailleurs qui vivent ici ont mis un panneau qui dit «Bienvenue à tout le monde».

Compte tenu des conditions déplorables, les migrants déploient des efforts remarquables pour distiller un senti-



Le professeur d'université Giovanni Espinal consacre une grande partie de son temps libre à un programme de formation pour travailleurs migrants vivant dans la zone industrielle délabrée de Doha

«Nous donnons des cours sur la loi en vigueur au Qatar: ce qui se passe si on les arrête, comment prendre contact avec les ambassades. Le deuxième vendredi, on aborde les questions de santé, l'hydratation, comment ne pas propager les maladies. Ils vivent à dix dans une chambre, alors s'il y en a un qui est malade, ils tombent tous malades.

Le troisième cours porte sur l'emploi, leurs droits, qui contacter lorsqu'ils ont des problèmes. Parfois, on fait venir quelqu'un de la Commission nationale des droits de l'homme pour qu'ils passent un peu de temps avec eux. Le dernier cours, c'est sur les achats, comment ne pas se faire arnaquer, comment voyager.

On a eu près de 300 étudiants. L'inspiration pour lancer ce programme m'est venue quand j'ai vu des hommes à l'aéroport, qui ne comprenaient ni les signes en anglais, ni ceux en arabe; ils ont perdu tous les flacons de crèmes et de lotions qu'ils avaient acheté pour les donner à leur famille et qui avaient dû leur coûter très cher. Personne ne leur avait dit quoi mettre dans leur valise.

Quatre-vingt pour cent sont des Népalais. On a aussi des Égyptiens, des Sri Lankais, quelques Philippins.

Les autorités ont apporté des améliorations. Les travailleurs n'ont pas la vie aussi dure qu'il y a encore trois ou quatre ans, mais la question des salaires n'a pas encore

réglée. Je vous dis, ils peuvent leur construire de superbes logements, avec les meilleurs magasins, les meilleurs services, mais s'ils ne sont pas payés, à quoi bon? Ils sont venus ici pour travailler.

C'est horrible. J'ose à peine l'imaginer, à chaque fin du mois, devoir se demander si on va être payé ou pas. Et pourtant, ils n'attendent que 800 riyals (\$220). Cela leur crée des tonnes de stress, et ça doit être corrigé. Une fois que ce sera résolu, je pense que la qualité de vie changera beaucoup.

La substitution des contrats est un gros problème. Mettons qu'il y a un gars, au Népal, on lui fait signer un papier qui dit qu'il va toucher 2 000 riyals (\$550) et il est écrit qu'il sera nourri gratuitement et tout. Puis il arrive, et on lui déduit le prix de la nourriture et du logement, alors il se retrouve avec 1 200 riyals (\$330). Ils signent le contrat au Népal, et puis ils arrivent ici et ils doivent signer un document différent, en arabe.

Il y a des tensions psychologiques énormes. Ils peuvent passer six mois sans jamais quitter la zone industrielle, ils ne vont même pas voir une femme. La solitude est un gros problème, mais ils ont très doués pour découvrir d'autres travailleurs qui viennent de leur village et forger des micro-communautés»



ment de normalité à leur vie au cours de la seule journée de repos qu'ils ont dans la semaine. Les travailleurs musulmans quittent tous leur dortoir sordide vêtus de leurs lungis bariolés pour se rendre à la prière du vendredi. D'autres parcourent les petits magasins de Sonapur en prévision du voyage tant attendu qui les ramènera après de leurs êtres chers; les dinosaures en plastique et les sacs à dos Hannah Montana sont parmi les plus populaires des cadeaux. Par centaines, les Sud-Asiatiques se retrouvent dans une parcelle de terrain vague sableux où ils prennent part à de déconcertants tournois de parties de cricket.

Et pourtant, derrière un remblai entourant le bord du terrain de sport, l'on trouve la preuve de la pression qui pèse sur ces hommes: un tas de douzaines de bouteilles vides d'une boisson alcoolisée produite en Inde, vendue couramment à Sonapur en dépit des restrictions sur les ventes d'alcool imposées à Dubaï.

«Ça, c'est ce qu'on a de mieux ici» dit Joey, un camionneur philippin en montrant sa bouteille de whiskey McDowell's No. 1. *«Sans ça, tout ce qu'on peut faire c'est travailler, manger et dormir. Si on n'est pas en train de travailler, alors on dort, puis on se réveille pour aller travailler.»*

Il supporte tout ça car il doit envoyer de l'argent à sa femme et ses quatre enfants qui sont restés au pays. *«Aux Philippines il n'y a plus de travail, et on n'arrive pas à vivre,»* dit-il. Pour Joey et tant d'autres migrants, le problème principal n'est pas le logement sordide, mais le refus de l'employeur de payer les salaires qui avaient été promis.

«Il nous donne de quoi vivre, mais pas notre salaire entier. C'est dur pour ma famille. On n'arrive pas à payer les études des enfants. C'est un gros problème. Ma mère cultive des légumes dans le jardin et les vend au marché. C'est tout ce qu'elle peut faire pour les aider,» explique-t-il entre deux gorgées de whisky fait à Bangalore.

Au Qatar, où les règles relatives à l'alcool sont plus strictes et il est plus difficile de trouver du whisky, les ouvriers désespérés concoctent d'étranges breuvages, parfois dangereux, à base de jus d'orange ou de mangue mélangé à des produits de nettoyage ou à de l'après-rasage. Les bagarres et les intoxications sont fréquentes.

Certains logements sont d'une relative bonne qualité. Les migrants se plaignent toutefois du fait que les plus petites entreprises sont celles qui n'offrent que des logements miséreux, alors que les plus grandes entreprises, celles qui ont des ramifications internationales, tentent de protéger leur réputation en améliorant les conditions de vie. Près de l'effervescence du marché Al Attiya, qui est le cœur de la vie sociale de la zone industrielle de Doha, un travailleur népalais se prépare un thé dans sa chambre bien rangée aux murs blanchis à la chaux. Il dit qu'il n'a pas à se plaindre du logement fourni par le conglomérat ETA ASCON Star dont le siège est à Dubaï.

Ils vivent certes à quatre par chambre, mais il y a des armoires suffisamment amples, et ils ont la télévision par satellite, ce qui fait que les résidents népalais peuvent suivre l'actualité et les émissions de Katmandu. Une équipe de nettoyage composée de quatre hommes assure l'entretien du bâtiment. Il y a même assez de place pour s'occuper de lapins domestiques dans la cour ombragée devant l'immeuble. Les migrants qui vivent ici disent que leurs salaires sont payés rubis sur l'ongle, et un avis affiché sur le mur de la salle commune du rez-de-chaussée donne les détails du fonds mis en place par l'entreprise la couverture médicale de tous ses travailleurs.

Tout ceci est un témoignage du progrès réalisé. Dans son livre *«Dubai: The Story of the World's Fastest City»* (Dubaï: l'histoire de la ville la plus rapide du monde) le journaliste américain Jim Krane décrit une visite qu'il a rendue en 2008 à un camp de travailleurs d'ETA ASCON à Sonapur. *«Des eaux d'égout fétides remontaient d'une fosse septique qui*

→ Matilde Gattoni





→ Matilde Gattoni

débordait, formant une mare bordée d'algues dans la cour du camp. Les eaux usées clapotaient devant les paliers de centaines de résidents, à quelques centimètres à peine des chaussures alignées devant la porte.» (2)

Les préparatifs de la Coupe du monde de 2022 devraient entraîner un nouvel afflux massif de travailleurs et placer le Qatar sous la mire intensifiée des médias internationaux, raison pour laquelle les autorités annoncent des améliorations au logement des migrants. Ainsi, une nouvelle Cité ouvrière devrait accueillir 53 000 travailleurs et coûter trois milliards de riyals (\$800 millions). Ce projet, situé au sein de l'actuelle zone industrielle, devrait inclure des cinémas, des terrains de sport, des mosquées et des jardins conçus par des paysagistes.

L'on dit que l'influente épouse de l'émir, Shiekha Moza bint Nasser, se serait piquée d'intérêt pour les propositions d'édification d'ensembles immobiliers d'un nouveau style, avec un bureau d'aide sociale dans chaque enceinte et des conseillers sur place chargés d'apporter un soutien psychologique et de promouvoir des formations visant au renforcement des compétences, afin que les migrants soient mieux placés sur le marché du travail à leur retour dans leur pays d'origine.

Malgré ce soutien de très haut niveau, l'on ne voit pas très bien de quelle manière ces projets pourraient être mis en œuvre concrètement. Les pays du Golfe ont déjà une pléthore de règles et de strictes lignes directrices relatives au logement. Au Qatar, les travailleurs sont censés disposer d'un minimum de quatre mètres carrés chacun. Les immeubles conçus pour plus de 100 habitants devraient bénéficier de la présence d'un infirmier à temps complet. Il devrait y avoir une toilette pour huit travailleurs, et il existe également des réglementations sur l'approvisionnement en électricité, sur la climatisation, sur le nettoyage, sur la collecte des déchets. (3) Et pourtant, il ne faut pas plus de deux heures dans la zone industrielle, à rentrer dans les bâtiments dans lesquels vivent les travailleurs, pour comprendre

à quel point l'on passe outre à ces réglementations.

«Il n'y a que cinq inspecteurs pour toute la zone industrielle, qui viennent une fois par trimestre alors c'est évident qu'ils ne peuvent pas contrôler partout» se plaint Espinal, l'éducateur qui travaille avec les migrants.

Même si les projets visant à améliorer les conditions de logement étaient mis en place de manière appropriée, tant le Qatar que les É.A.U. veulent tout de même garder les migrants à faibles revenus parqués dans leurs quartiers de banlieue, loin des lieux où vivent les nantis locaux ou la population de cadres expatriés. Avec trois fois plus d'étrangers que de ressortissants nationaux, les autorités tiennent à empêcher que les centaines de milliers de «célibataires» pauvres ne débarquent dans les centres commerciaux cossus, les souks pittoresques ou les projets urbains de luxe au bord de la mer.

Espinal raconte qu'il a fait passer clandestinement quatre migrants népalais devant les gardes de sécurité pour leur permettre de jeter un coup d'œil sur The Pearl, prestigieux centre touristique de Doha qui a coûté plusieurs milliards de dollars, bardé de boutiques de luxe et de restaurants glamour, sur une île artificielle qui se décrit elle-même comme la Riviera d'Arabie.

«Les gars restent ici pendant des mois, sans jamais quitter la zone industrielle », explique-t-il. «Et là, tout d'un coup ils ont vu de jolies filles, des magasins fabuleux. Au moins, cette nuit-là ils pourront rêver de quelque chose de différent. Vous vous rendez compte, ne voir que ceci, jour après jour?»

Certains migrants ont la chance de vivre en dehors des lotissements ouvriers. Ils sont en groupes, dans des logements de fortune tout autour de Dubaï. Dans un chantier naval pavé de ferraille, de l'autre côté de l'étroite anse de Dubaï, en face du chantier où se construit l'opulente station estivale Palazzo Versace, 60 soudeurs et charpentiers venus du Bangladesh vivent entassés comme des sardines dans des





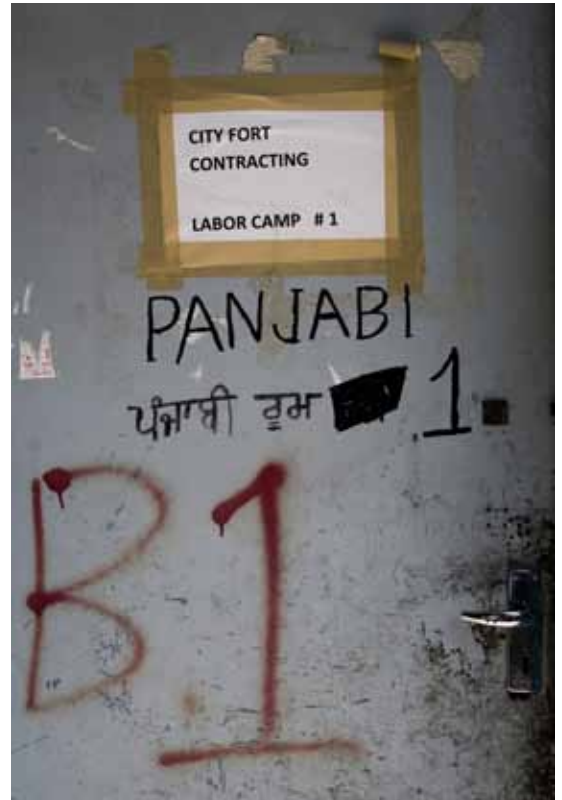
cube en préfabriqué à l'apparence peu solide éparpillés autour des yachts et des hors-bords qu'ils réparent.

De nombreux ouvriers ont trouvé des maisons à Satwa, l'un des quartiers les plus hauts en couleurs et multiculturels de Dubaï, un enchevêtrement de commerces où les façades éclairées au néon des épiciers pakistanais rivalisent avec les magasins d'électronique indiens ou les restaurants iraniens. Satwa aurait dû être rasé pour céder la place à un autre de ces projets de construction pharaoniques typiques de Dubaï, jusqu'à ce que la bulle immobilière des émirats éclate en 2008, accordant un répit au quartier. Des travailleurs migrants se sont installés dans les villas abandonnées par des familles de classe moyenne.

Cependant, s'il est vrai qu'ici les hommes sont davantage intégrés dans le tissu social de la ville, la nature non réglementée de leur logement signifie que parfois leurs conditions de vie sont pires que celles des dortoirs d'entreprise.

Il n'est pas rare de trouver une soixantaine d'hommes vivant dans une seule maison, à dix par pièce. Si l'on entre, l'on découvre dans l'une d'entre elles des douzaines de migrants du Bangladesh qui grouillent autour de la cuisine de fortune, où l'odeur de sueur se mélange aux arômes du curry aqueux qui mijote sur une diversité de réchauds au gaz. Des piles de bleus de travail sales et de draps élimés sont éparpillées sur le sol en lino décrépi, attendant de remplacer le linge tout propre qui sèche pendu à des cordes qui traversent la salle. De toute évidence, c'est un piège à incendies. Cette scène se répète à l'infini dans le maillage serré et dense de rues résidentielles entre les magasins de la rue Al Satwa et l'architecture futuriste du quartier financier de Dubaï.

Shahriar, un chauffeur du Bangladesh, dit que le propriétaire loue chaque pièce pour 2 500 dirhams des É.A.U. (\$680 par mois). Les migrants réduisent les coûts en s'entassant à 12 par chambre. Même comme ça, il y a des travailleurs qui s'endettent parce que, trop souvent, les salaires sont payés en retard.



→ Matilde Gattoni

«Ils ne sont pas payés tous les mois, le paiement se fait attendre parfois deux ou trois mois», explique Shahriar. «Cela rend les choses très difficiles, parce qu'on doit bien vivre. Nous devons payer les loyers, la nourriture, mais nous ne recevons pas l'argent qui nous est dû. Maintenant, à Dubaï les entreprises essayent de tromper tous les travailleurs. Les problèmes ne font que s'aggraver.»

1 - Building Towers, Cheating Workers, Human Rights Watch, 11 novembre 2006. www.hrw.org/en/reports/2006/11/11/building-towers-cheating-workers.

2 - Dubai, The Story of the World's Fastest City, Atlantic Books, p201.

3 - Workers Rights Book, Hala Al Aili, Commission nationale des droits de l'homme, Qatar

→ Matilde Gattoni



La loi n'offre que peu de protection aux employées domestiques victimes d'abus

Soraya est une jeune mère de l'île de Mindanao dans la région australe des Philippines. Mais sa jovialité naturelle est vite remplacée par les larmes lorsqu'elle se remémore les abus dont elle a été victime qui l'ont contrainte à fuir la maison du Qatar où elle espérait gagner assez d'argent pour aider sa famille, prise au piège de la pauvreté dans son pays natal.

«Dès que j'ai mis les pieds dans cette maison, la patronne a toujours été en colère. Elle n'arrêtait pas de me crier dessus», dit Soraya, maintenant à l'abri dans une maison d'accueil gérée par l'ambassade des Philippines.

«Je n'ai pas l'habitude de travailler comme ça, comme une machine; parce qu'elle me disait tout le temps, fais ceci, fais cela, dépêche-toi. Mais je ne suis pas une machine. Alors parfois, elle me frappe... si je fais une erreur, elle va me frapper, juste comme ça.»

Après un an à s'épuiser au travail, sans un seul jour de congé et sous les injures constantes et parfois les agressions physiques de sa patronne, qui lui a même mis une fois les mains dans un four chaud, Soraya, 31 ans, a fui en février. La goutte qui a fait déborder le vase, c'est quand sa patronne Libyenne l'a agressée à coups de chaussure à talon aiguille.

«Elle est arrivée avec ses chaussures, celles qui sont pointues, et m'a dit «Si tu ne te tais pas, je te frappe», je me suis retournée et elle a commencé à me taper dessus... J'avais tellement peur, j'ai cru qu'elle allait me tuer. Je voyais ça très mal parti. C'est pour ça que je me suis enfuie pour venir ici.»

La souffrance des employées domestiques au Moyen-Orient fait trop fréquemment la une des journaux du monde : la Sri Lankaise qui accusait sa patronne saoudienne de lui avoir transpercé le corps de 24 clous; la princesse des Émirats inculpée en Belgique de séquestration, traitements inhumains et traite d'êtres humains car elle gardait 24 femmes enfermées dans ses appartement luxueux d'un hôtel; la servante philippine qui a avoué avoir jeté son nouveau-né dans la poubelle d'un avion de ligne pour étouffer la honte d'avoir été violée par son patron du Qatar.

Derrière ces cas extrêmes, il y a des milliers de femmes qui affrontent tous les jours des journées de travail exténuantes, inhumaines. Certaines sont soumises à des pressions psychologiques sans fin, à des violences physiques ou au harcèlement sexuel. Elles sont privées de nourriture, de sommeil, elles sont virtuellement prisonnières chez leurs employeurs et très souvent elles ne touchent pas leur salaire pendant des mois.

«Ils ne leur donnent pas de congés, ils les font travailler à toute heure à leur guise, ils ne leur accordent pas de pause. Ces pauvres employées voudraient bien récupérer une partie de leur vie, elles ne peuvent quand même pas travailler 24h sur 24, sept jours sur sept. Ce ne sont pas des machines», dit un militant des droits de l'homme émirien. «C'est un des plus grands problèmes auxquels les Émirats doivent faire face.»

Les statistiques du gouvernement à Dubaï disent qu'il y a 52 000 employées domestiques dans l'émirat, dont 34 000 gagnent moins de 1 000 dirhams (\$270) par mois. Dans l'ensemble des EAU, l'organisation philippine des droits de l'homme Migrant International estime à 80 000 le nombre d'employées de maison venant des Philippines.

D'après les données officielles du Qatar en 2009, il y avait

48 000 employées domestiques étrangères travaillant dans le pays.

Dans ces deux pays, le travail domestique est spécifiquement exclu de la législation du travail, ce qui fait que les servantes ont encore moins de protections que les ouvriers migrants du bâtiment ou d'autres secteurs.

«Si elles reçoivent un jour de congé, c'est à la discrétion de leur garant», dit un diplomate philippin qui suit de très près les questions du travail. «Il a quelques employeurs qui sont bons, mais nous traitons beaucoup de cas de mauvais traitements.»

Le traitement infligé à certaines de ces employées de maison est à peine meilleur que l'esclavage, qui n'a été aboli à Dubaï et au Qatar qu'au milieu du XXe siècle. Cependant, ce ne sont pas seulement les locaux qui maltraitent ces femmes: bon nombre d'employées domestiques, comme Soraya, disent les sévices subis entre les mains de leurs patrons expatriés. En vertu de la loi de Dubaï, tout chef de famille gagnant au moins 6 000 dirhams par mois (\$1 600) peut se porter garant pour faire venir une servante dans le pays. Bon nombre d'expatriés aux revenus intermédiaires en profitent, mais s'aperçoivent ensuite qu'ils ne parviennent pas à payer le salaire de la servante.

Dans certains cas, les pressions exercées sur ces femmes deviennent insoutenables. Les tentatives de suicide sont d'une banalité inquiétante. En février, une servante du Bangladesh qui avait tout juste 17 ans s'est déféstrée du 16e étage où elle travaillait, dans la zone huppée de Dubaï Jumeirah Lake Towers, alors qu'elle avait averti ses employeurs indiens qu'elle se suiciderait si les choses ne changeaient pas. Trois semaines plus tard, une jeune Indonésienne de 23 ans a été hospitalisée après une overdose dans l'émirat voisin de Ras Al Khaimah. Les données les plus récentes de la police de Dubaï révèlent le nombre de 113 suicides en 2009, essentiellement des employées domestiques et des ouvriers du bâtiment.

Le Népal a interdit à ses ressortissantes d'aller travailler dans le Golfe, après le suicide de l'une d'entre elles au Koweït en 1998, mais le gouvernement a annulé cette décision en décembre, prévoyant plutôt que les employeurs auront l'obligation de fournir des garanties en termes de sécurité et de conditions de travail, et devront payer un salaire décent.

Les autorités des Philippines ont pris des mesures en vue d'améliorer la situation des employées domestiques qui travaillent à l'étranger: l'âge minimum légal pour partir a été porté de 18 à 25 ans, le salaire minimum est établi à \$400 par mois, des stages d'orientation obligatoires doivent être suivis par les futures migrantes, et les agences de recrutement n'ont plus le droit d'exiger du droit d'inscription



→ Reuters

Estrela, 39 ans, est une servante philippine. Elle est arrivée en février 2010 pour travailler pour une famille qatarienne, mais elle a pris la fuite en décembre suite à une agression par sa patronne. Elle a trouvé refuge dans une maison d'accueil gérée par l'ambassade des Philippines à Doha

«J'ai décidé de venir travailler au Qatar pour subvenir aux besoins de ma famille, essentiellement les nourrir, les loger et leur donner une éducation. J'ai trois enfants. Mon mari travaille aux Philippines, mais il vaut mieux qu'on travaille tous les deux parce que sinon on n'arrive pas à couvrir tous les besoins parce que tout est très cher en ce moment aux Philippines.

Je suis très étonnée par la manière qu'ils ont eue de me traiter ici. J'ai fait de mon mieux pour remplir mes responsabilités de servante. Le problème est arrivé le 17 décembre, lorsque ma patronne m'a frappée sur le front avec une assiette.

Elle m'a dit qu'elle voulait de la soupe aux champignons. Quand je l'ai servie, elle m'a dit «Pas ce plateau, un autre, plus grand.» Alors je mets le repas sur un plateau plus grand et je lui emmène, et elle dit qu'il faut qu'il soit plus grand encore. Alors je mets tout sur le plus grand des plateaux, mais il n'y avait pas la place pour le poser sur la table, alors elle s'est énervée, elle a jeté le plat par terre et elle s'est mise à m'insulter, avec tous les mots grossiers en arabe.

Après ça, je me suis penchée pour ramasser le plateau, et elle m'a jeté l'assiette au visage, qui m'a ouvert le front, et le sang coulait comme d'un robinet.

Je me suis demandé quel genre de patronne j'avais là, parce que ce n'était pas la première fois. Avant, elle m'avait frappé sur les bras, ça laissait des marques, mais je me disais que ça n'allait pas recommencer.

Tous les jours, elle hurlait, mais je me disais, tiens le coup, va jusqu'au bout de ton contrat, deux ans à tenir, même si ça me traumatisait, tous ces cris, du matin au soir. Mon patron, l'homme, il est très gentil mais il ne sait pas ce qui se passe à la maison, parce qu'il a une entreprise et voyage souvent dans un autre pays.

Ma journée était comme ça: je me réveille à quatre heures parce que je veux avoir une heure rien que pour moi. Je commence à travailler à cinq heures, et je finis à minuit. J'étais vraiment en manque de sommeil. Pas de jour de congé. Il n'y avait pas de repos, je ne faisais que travailler, travailler, travailler. Pour manger, une minute seulement. Ils sont tout le temps en train de sonner, sans arrêt il faut monter, sans arrêt.

Chaque fois que je veux mon salaire, si je veux envoyer de l'argent à ma famille, elle contrôlait tout, je ne pouvais pas manipuler mon salaire. Lorsque je dis que je veux la totalité de mon salaire, elle dit non, et n'envoie que le montant qu'elle veut. J'étais censée recevoir \$200 dollars, mais ce n'est pas ce qu'ils me donnaient.»



aux candidats migrants.

Cependant, les diplomates philippins reconnaissent que les règles sont fréquemment bafouées. Les femmes, qui cherchent désespérément à échapper à la pauvreté dans leur pays, collaborent avec les agences de recrutement pour contourner les restrictions, à la recherche de leur Eldorado d'Arabie. Les agences de recrutement peuvent aussi se tourner vers d'autres pays: l'Indonésie, l'Éthiopie et le Sri Lanka sont parmi les pays devenus les terrains de chasse privilégiés pour les employeurs du Moyen-Orient. L'Indonésie et le Bangladesh ne demandent qu'un salaire minimum d'environ \$200 pour leurs servantes qui partent travailler aux EAU.

Les maisons d'accueil gérées par les ambassades des Philippines et destinées aux servantes en fuite sont pleines à craquer. Celle de Dubaï comptait plus de 150 femmes la première semaine de février, et une unité un peu plus petite rattachée au Bureau du travail des Philippines à Doha, près de 30, y compris Soraya.

Les données recueillies par le Bureau du travail en 2010 indiquent que ce sont 1 270 employées domestiques en détresse qui ont demandé de l'aide. La plupart se plaignaient de journées de travail excessivement longues, de ne pas être nourries ou de ne pas recevoir leur salaire, mais il y a eu aussi 291 femmes dénonçant des violences physiques, 59 qui ont parlé de harcèlement ou de violence sexuelle, et 16 de viol ou de tentative de viol. Il y a également une case qui porte le titre «autres», et là, ce sont 136 cas dans lesquels les servants ont fui après avoir été accusées de sorcellerie par leur employeur, ou bien de «cas ayant trait à l'amour» qui incluent des femmes qui pourraient être

inculpées pour avoir eu des relations en dehors du mariage, ce qui est un délit au Qatar.

À moins de recevoir de leur ancien employeur un document les y autorisant, les travailleurs étrangers ne peuvent pas chercher un nouveau travail dans leur pays d'accueil, sous peine d'être déportés. Même dans ces cas, les femmes doivent souvent attendre des semaines avant de quitter le pays, pour obtenir leur visa de sortie et récupérer leur passeport, conservé la plupart du temps par les employeurs même si c'est illégal.

Des diplomates philippins disent que les autorités locales accélèrent les procédures pour ceux qui doivent partir, mais les employeurs insistent pour le maintien des restrictions à la liberté de circulation des femmes, afin d'empêcher celles qui se sont «enfuiées» de travailler pour d'autres personnes, alors que ce sont leurs garants qui ont financé leur voyage et d'autres coûts administratifs.

Les fugitives passent leur temps, en attendant de repartir, à essayer de mettre la main sur les salaires non payés par leurs employeurs, mais elles ont rarement gain de cause car elles n'ont ni les moyens, ni le courage de passer par les longues procédures judiciaires qui leur permettraient d'obtenir leur argent au tribunal.

Soraya dit qu'elle n'a reçu son salaire de 800 riyals du Qatar (\$200) que pendant quatre des 12 mois au cours desquels elle a travaillé pour son employeur exploiteur. Si elle rentre chez elle sans cet argent, ce sera un fardeau intolérable pour la famille qu'elle avait laissée derrière elle pour subvenir à leurs besoins.

«J'ai décidé de travailler au Qatar parce que je suis une mère célibataire et que ma famille, elle a besoin de moi»,

explique-telle à travers ses sanglots. «Ma mère, elle est juste vendeuse dans un marché. Nous n'avons qu'un tout petit étal où nous vendons nos légumes. Mon père est malade, il ne peut pas travailler tous les jours, alors il n'y a que moi et ma mère qui travaillons pour nourrir tout le monde, mes enfants inclus. Nous sommes six frères et sœurs, et il y a mes enfants. Je dois leur apporter un soutien financier, pendant qu'ils grandissent.»

Elle espérait, en dépit de tout, que le mari de sa patronne, qui l'avait toujours bien traitée, allait lui payer les huit mois d'arriérés de salaire, ou au moins signer les papiers qui lui auraient permis de tenter sa chance avec une autre famille au Qatar.

«Ce n'était pas une erreur de venir ici au Qatar, car il y a beaucoup de Philippines ici qui travaillent sans problèmes, alors peut être je n'ai juste pas eu de chance».

Autrefois, Nhel Morona a affronté les balles aux Philippines lorsqu'il manifestait pour le pouvoir du peuple. À Dubaï depuis 15 ans, il dirige la section locale de Migrant International, qui s'efforce de protéger les droits des Philippins qui travaillent dans le monde entier

«Ici aux É.A.U., nous estimons qu'il y a près de 500 000 Philippins. La plupart des problèmes dont nous nous occupons ont trait à des employées domestiques. Rien qu'hier, nous aidions une des victimes à trouver un billet d'avion pour rentrer, c'était une servante qui était maltraitée, victime d'abus, et qui ne touchait pas son salaire. Ces problèmes-là sont monnaie courante.

« On revenait juste du Bureau du travail des Philippines, pour leur remettre le certificat de décès d'une de nos compatriotes migrantes. Elle est morte d'une crise cardiaque, et la raison en est qu'elle était en fuite depuis longtemps, elle avait trouvé un travail à temps partiel, mais c'est illégal en vertu de la législation de Dubaï, alors elle était tout le temps préoccupée à cause de ça.

Elle n'avait que 27 ans. Elle s'était enfuie (de son travail légal) parce qu'on la maltraitait, on l'injurait, on la frappait, tant le patron que la patronne. En plus, elle ne touchait pas son salaire et on la faisait travailler bien plus que son contrat. Elle s'appelait Jenny Rose, elle était de Mindanao, elle est morte le 16 janvier.

Un autre problème ici, c'est que quand il y a un décès, le rapatriement du corps prend au moins un mois. On espère pouvoir envoyer son corps chez elle le 12 février, mais lors du dernier décès dont on s'est occupés, à Ras al-Khaimah

dans le Nord des É.A.U., le corps est resté à la morgue pendant près de quatre mois.

Le problème le plus courant est celui de la substitution des contrats. Un contrat est signé aux Philippines, mais ensuite, quand les migrants arrivent ici, l'employeur leur donne un autre contrat, celui qui sera enregistré auprès du ministère du Travail. Dans ce nouveau contrat, la rémunération sera différente, ou alors les avantages, les jours de congé. Dans le secteur des services, le temps de travail quotidien maximum est de neuf heures seulement, mais 99 pour cent des employées domestiques travaillent 12 heures par jour, pour le même salaire.

Il incombe à l'employeur de couvrir les frais pour faire venir les travailleurs, mais dès que les Philippines arrivent, les frais encourus par l'employeur sont déduits de leur salaire.

Il y en a une qui a sauté par la fenêtre pour s'échapper. Elle est à l'hôpital. Ensuite, l'employeur est venu et a porté plainte contre elle parce qu'elle aurait volé quelque chose, et la police a tout de suite cru l'employeur, sans essayer d'enquêter sur les raisons qui avaient poussé cette migrante à sauter par la fenêtre. Ils n'accordent du poids qu'à l'argument de l'employeur, pas aux dires du migrant. C'est très courant ici.»

Nouveau documentaire vidéo de la CSI



(Reportage: Paul Ames, Cinématographie: Eduardo Diaz)

Lien internet vers la version courte (3 minutes):

En anglais: <http://www.ituc-csi.org/hidden-faces-of-the-gulf-miracle,9131.html>

En arabe: http://www.youtube.com/watch?v=e_iSpJLfcFw

En français: <http://www.ituc-csi.org/golfe-la-face-honteuse-du-miracle.html>

En espagnol: <http://www.ituc-csi.org/el-precio-oculto-del-milagro-del.html>

Lien internet vers la version longue (10 minutes), en anglais: <http://www.ituc-csi.org/hidden-faces-of-the-gulf-mi->

Le système des garants lie les travailleurs à des employeurs qui les exploitent

Les migrants qui vont travailler au Qatar ou aux Émirats Arabes Unis sont recrutés par le biais d'un système qui porte le nom de Kafala.

En vertu de ce système, ils doivent avoir une entreprise locale qui se porte garante, pour laquelle ils travailleront pendant toute la durée de leur séjour dans le pays d'accueil. Ce système revient à les piéger dans leur emploi pendant toute la durée de leur contrat. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles qu'ils auront l'autorisation de changer d'employeur pendant leur séjour.

Des obstacles sont également créés pour les empêcher de quitter le pays s'ils ne sont pas satisfaits de leurs conditions de vie ou de travail. Les employeurs qui les ont parrainés retiennent souvent les passeports de leurs ouvriers, ou bien refusent de leur donner l'autorisation nécessaire pour obtenir un visa de sortie.

Les autorités disent que ces règles sont nécessaires pour protéger l'investissement des employeurs, qui ont pris à leur charge des coûts pour faire venir les travailleurs dans le pays.

Elles ajoutent que les restrictions sont nécessaires pour contrôler le mouvement des migrants dans ces pays à la situation démographique singulière du fait que les travailleurs étrangers dépassent de loin la population autochtone. Les émiriens arrivent tout juste à deux pour cent de la main-d'œuvre du secteur privé des EAU. Au Qatar, 85 pour cent de la main-d'œuvre est composée d'étrangers qui dépendent de leur employeur pour avoir leur permis de séjour.

Et pourtant, le système des garants s'est attiré une condamnation internationale généralisée, car il est accusé d'enfreindre les droits fondamentaux des travailleurs et d'exposer fréquemment les migrants à d'autres abus.

«Le système de «visas gratuits» ou Kafala (parrainage) crée des distorsions sur le marché et peut mener au travail forcé et à la traite des êtres humains», affirme l'Organisation internationale du travail dans un rapport sur la région publié en janvier 2011. (1)

«Les dispositions de la loi sur le parrainage mettent en place des conditions pouvant déboucher sur des situations apparentées au travail forcé et à l'esclavage», déclare le Département d'État américain dans son rapport de 2009 sur les droits de l'homme au Qatar. (2)

Face à des critiques internationales d'une telle envergure, certains pays du Golfe ont pris des mesures pour mettre fin au système de la Kafala. Le Bahreïn a décidé en 2009 de l'abroger, mais s'est attiré les critiques de certains de ses voisins.

Néanmoins, le Premier ministre du Qatar a dit en novembre que le pays pourrait envisager d'abolir la Kafala, et le Koweït réfléchit à un système qui viendrait remplacer celui du parrainage.

Cette année, les É.A.U. ont introduit des changements au système du parrainage, autorisant les travailleurs non qualifiés qui sont arrivés au terme d'un contrat de deux ans à changer d'emploi sans avoir besoin du certificat de non objection de leur précédent employeur. Ces travailleurs devront toutefois obtenir l'autorisation du ministère du Travail. Les ouvriers qualifiés et les cadres n'ont pas besoin d'attendre la fin de la période de deux ans. Auparavant, le système imposait aux travailleurs de quitter le pays pour une durée de



→ Matilde Gattoni

six mois minimum si leur employeur ne leur permettait pas de changer de travail à l'issue de leur contrat de deux ans.

«Les travailleurs ne peuvent quand même pas partir quand bon leur semble, ils ont malgré tout l'obligation d'aller jusqu'à l'échéance de leur contrat», a dit en janvier Humaid al Suwaidi, sous-secrétaire du ministère du Travail, au journal The National dont le siège se trouve à Abou Dabi. «Si en revanche il y a eu une infraction aux clauses du contrat, ou si les travailleurs ne perçoivent pas leur salaire ce qui signifie que l'employeur est en tort, il faut en informer le ministère car il pourra alors intervenir et mettre fin au contrat qui les lie.» (3)

En 2009, le Qatar a dit que le gouvernement pouvait octroyer aux migrants des autorisations temporaires de travailler ailleurs dans les cas où il y aurait un différend avec leur garant.

Même lorsque la législation est amendée au bénéfice des travailleurs, il y a fréquemment des défaillances dans l'application de la loi et souvent, les travailleurs ne connaissent pas leurs droits. La presse locale a rapporté en mars les résultats d'une enquête réalisée auprès des migrants provenant d'Asie au Qatar: 88 pour cent d'entre eux ont affirmé avoir dû remettre leur passeport à leur employeur, alors que la loi a été amendée en 2009 et que cette pratique, si elle dépasse la durée des démarches d'obtention des permis de séjour, est devenue illégale. (4)

En 2010, les É.A.U. ont introduit un système de protection des salaires qui stipule que les entreprises doivent payer les travailleurs migrants au moyen de versements bancaires électroniques qui peuvent être vérifiés par le ministère du Travail.

Les entreprises qui ne se plient pas à ce nouveau système devront payer des amendes ou ne recevront plus les cartes de travail qui leur permettent de recruter du nouveau personnel. Cette mesure a été acclamée par les militants

en faveur des droits, mais les travailleurs, notamment ceux qui sont recrutés par des entreprises de petite dimension, continuent de se plaindre de devoir encore attendre leur salaire pendant des mois.

«Le système de protection des salaires représente une avancée de taille car il réduit le nombre de travailleurs non payés et donne au ministère du Travail la capacité de vérifier dans quelle mesure les entreprises effectuent le paiement des salaires», dit un Émirien militant des droits de l'homme. «Par contre, ces travailleurs sont tellement nombreux dans les Émirats, et les ressources du ministère du Travail si infimes en comparaison. Il y a environ 4,1 millions (de migrants) enregistrés, alors le ministère ne pourra pas maîtriser la situation au niveau qui est nécessaire, mais au moins il s'y emploie.»

Il a également applaudi les règles adoptées récemment qui accordent des pauses prolongées aux ouvriers du bâtiment dans l'après-midi des mois les plus chauds de l'été caniculaire du Golfe, qui passent de deux à trois heures.

La législation au Qatar établit des règles strictes en matière de logement des travailleurs, stipulant que ceux-ci doivent bénéficier chacun de quatre mètres carrés dans les chambres qu'ils partagent, qu'une infirmerie doit être prévue avec un infirmier pour chaque 100 hommes, une toilette pour huit travailleurs, un nettoyage périodique des installations, etc. Des règles existent également en matière de durée maximum du travail, de jours de congé et de vacances. Mais les règles sont souvent bafouées.

Sur le papier, les travailleurs peuvent se tourner vers les tribunaux pour obtenir réparation lorsque les employeurs violent la législation. Mais dans les faits, les procédures sont longues et compliquées ce qui laisse souvent les travailleurs démunis, sans salaire, pendant qu'ils attendent un jugement.

The National a rapporté en mars que 400 travailleurs venus d'Inde, du Pakistan et du Bangladesh vivant dans les lotissements ouvriers d'Al Faya dans le désert à l'est d'Abou Dabi étaient restés parfois jusque dix mois sans percevoir leur salaire. Ils dénoncent le fait qu'il a fallu des mois aux tribunaux avant de se saisir de leur affaire. Certains ont renoncé et sont rentrés chez eux sans avoir touché leur salaire ; d'autres ont trop peur pour le faire, car leur visa de travail a expiré et ils sont passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à 10 000 dirhams (\$2 700) qui leur serait exigée à l'aéroport. (5)

En dehors des tribunaux, les migrants n'ont pas une grande marge de manœuvre. Les syndicats sont interdits, la négociation collective sévèrement restreinte et les grèves et les manifestations ont été réprimées avec vigueur, leurs meneurs arrêtés ou déportés.

La législation du Qatar permet la formation de «comités de travailleurs» dans les entreprises ayant une main-d'œuvre d'au moins 100 ressortissants nationaux, mais les étrangers n'ont pas le droit d'en faire partie. Les grèves sont autorisées, en théorie, mais seulement après obtention d'une permission du ministère du Travail et en donnant un préavis de deux semaines. En revanche, elles sont interdites dans l'industrie gazière et pétrolière ainsi que dans des secteurs tels que l'électricité, l'eau et le transport.

Dans les EAU, les grèves sont interdites dans le secteur public ; dans le secteur privé, bien que n'étant pas explicitement prohibées, la loi permet aux employeurs de suspendre les grévistes, et les travailleurs qui ne se sont pas présentés au travail sans raison valable peuvent être déportés.

Pour les employés domestiques, la situation peut être pire en-

core. Ils sont spécifiquement exclus de la législation du travail et ne jouissent même pas de la protection limitée que pourrait leur fournir le ministère du Travail. Ils sont par conséquent largement à la merci de leur employeur, chez qui ils vivent.

Souvent, les problèmes que rencontrent les travailleurs migrants commencent dans leur pays d'origine

Bien que ce soit illégal, les agences de recrutement extorquent généralement des droits d'inscription aux migrants, qui les font plonger dans la dette. L'étude réalisée auprès des travailleurs d'Asie au Qatar montre que la moitié d'entre eux avaient rémunéré les agences de recrutement avant leur départ. Le droit moyen d'inscription était de 2 000 riyals (\$550). Certains avaient payé bien davantage, s'endettant gravement pour obtenir le montant demandé.

Les agences trompent aussi les travailleurs en leur proposant des contrats dans leur langue avant leur départ, qui n'ont aucune validité une fois arrivés dans le Golfe et sont remplacés par des contrats prévoyant des salaires inférieurs.

Les autorités du Qatar et des É.A.U. sont en train d'envisager comment mettre en place des liens de coopération avec les pays d'origine en vue de mettre un frein à cette pratique de substitution des contrats et à d'autres abus commis par les agences de recrutement. Dans certains des pays d'où provient la main-d'œuvre, un syndicat local ou bien une administration essaient bien d'éduquer les travailleurs pour qu'ils connaissent leurs droits et soient conscients, avant leur départ, des embûches qui les attendent dans les pays du Golfe. Mais les travailleurs qui n'ont pas reçu cette information restent très nombreux.

Des efforts ont été déployés également dans les pays de destination, pour sensibiliser davantage les travailleurs au sujet de leurs droits. Au Qatar, la Commission nationale des droits de l'homme a mis en place l'année dernière une division chargée des droits des travailleurs, qui traite jusqu'à quinze cas par jour – généralement au sujet de salaires impayés.

Cette Commission a également publié une brochure sur les droits des travailleurs en sept langues, qui est distribuée aux migrants et permet aussi de former des formateurs parmi les effectifs étrangers, afin qu'ils puissent expliquer aux autres travailleurs quels sont leurs droits en vertu de la législation du travail au Qatar.

«Un Philippin est venu me voir et m'a dit «Je suis ici depuis 12 ans et c'est la première fois qu'on me dit que j'ai des droits, et qu'on me les explique dans ma propre langue», raconte un militant qui travaille pour la Commission.

1 Aperçu régional, Bureau régional de l'OIT pour les pays arabe, janvier 2011

2 Rapport 2009 sur les droits de l'homme au Qatar du Département d'État américain www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2009/nea/136078.htm

3 UAE leads on path to workers sponsorship reform, The National, 11 janvier 2011 www.thenational.ae/news/uae-news/uae-leads-on-path-to-worker-sponsorship-reform?pageCount=0

4 One-third of Asian workers not paid on time: survey,

→ Matilde Gattoni



Les migrants construisent les mégaprojets du Golfe; malgré certaines améliorations, le niveau de sécurité reste alarmant



→ Matilde Gattoni

Il faut grimper bien haut pour prendre la pleine mesure de ce que sont les chantiers de construction en cours à Doha.

Du haut du 40^e étage des tours Alfardan une vue panoramique englobe la forêt de hauts immeubles qui s'étend le long des eaux calmes de la baie de Doha.

Juste en dessous, une flotte de bus orange et blanc attend les centaines d'hommes en bleu de travail qui escaladent l'échafaudage de Centre de Congrès de Doha et de sa tour adjacente, chantier au coût de 1,5 milliards de dollars qui comporte un gratte-ciel de 105 étages et 100 000 mètres carrés d'espace consacré aux expositions et au commerce.

D'autres mégaprojets sont visibles un peu plus loin: tout d'abord la Cité des Sports, plus grand centre sportif couvert au monde avec un stade de 50 000 places; ensuite, la Cité de l'Éducation qui englobe huit campus universitaires; The Pearl, centre touristique pour les super-riches, composé de 13 îles artificielles avec 32 kilomètres de côtes toutes nouvelles; la nouvelle ville de Lusail où vivront 250 000 personnes. Et tout cela, avant même que ne démarrent les chantiers liés à la Coupe du monde de 2022, pour un montant total de 100 milliards de dollars.

Des centaines de milliers d'ouvriers du bâtiment ont été réquisitionnés pour ces projets titanesques. La plupart viennent d'Inde, du Népal et d'autres pays d'Asie du Sud, même si dans le lot il peut y avoir aussi des africains, des hommes venant de pays arabes plus pauvres ou d'autres pays d'Asie.

Les ouvriers du bâtiment constituent la majorité de la main-d'œuvre migrante des pays du Golfe. Leur travail est dan-

gereux, difficile, surtout durant les mois caniculaires d'été. Trop souvent, ils sont victimes de pratiques de recrutement malhonnêtes qui les flouent, leur extorquent leur salaire et les poussent à s'endetter pour pouvoir rembourser des frais pourtant illégaux.

D'après le recensement de 2010, Qatar comptait 504 684 ouvriers du bâtiment étrangers. C'est à dire plus de sept fois le nombre de Qatariens faisant partie de la population active. Dans le secteur de la construction, on ne trouvait que 621 Qatariens, mais 293 d'entre eux étaient des patrons.

L'expansion du secteur du bâtiment se reproduit tout au long des pays riverains du Golfe.

Les urbanistes d'Abou Dabi prévoient une croissance exponentielle de la population qui devrait atteindre les cinq millions d'habitants d'ici 2030 – à l'heure actuelle elle est de 900 000 habitants, mais n'était que de 127 000 en 1975.

La ville compte aujourd'hui 16 gratte-ciels de plus de 200 mètres en construction ou en prévision. Dix mille ouvriers du bâtiment de 18 nationalités différentes travaillent au chantier de construction de l'île de Saadiyat qui devra accueillir 145 000 résidents ainsi que des filiales prestigieuses du musée Guggenheim et du musée du Louvre, une salle de théâtre et de concert ultramoderne, des hôtels somptueux et des centres de loisirs.

Les architectes les plus renommés, tels que Lord Norman Foster, Franck Gehry, Zaha Hadid et Jean Nouvel ont été mis à contribution pour la conception de ces bâtiments. Gary Player s'est chargé du terrain de golf.

Les conditions de vie des ouvriers ont été dénoncées par Human Rights Watch dans un rapport paru en 2009 (1). Sensibles aux critiques internationales à l'égard d'un projet conçu pour attirer le tourisme étranger, les autorités ont réagi, construisant le Village des ouvriers du bâtiment qui, disent-elles, est un modèle en matière de cité ouvrière, doté d'équipement sportifs, de bibliothèques et de guichets bancaires informatisés.

Cependant, les critiques n'ont pas cessé : en mars 2011, le New York Times a signalé que près de 130 artistes, dont plusieurs provenant de pays du Moyen-Orient, menaçaient de boycotter le nouveau Guggenheim s'il n'y avait pas d'amélioration dans les conditions de vie des travailleurs étrangers. En particulier, les artistes souhaitent qu'il incombe aux employeurs de s'acquitter des frais payés jusqu'à présent par les travailleurs aux agences de recrutement. (2)

Des statistiques officielles de 2005 indiquent que les É.A.U. comptaient 718 000 ouvriers du bâtiment.

C'est Dubaï qui a donné le coup d'envoi au prodigieux essor de la construction dans la région. En 2006, les estimations calculaient que 30 000 grues étaient utilisées à Dubaï, près du quart de toutes celles existant dans le monde.

C'est toujours cet émirat qui donne le la en matière de projets grandioses, du Burj Khalifa jusqu'aux centres commerciaux gigantesques, sa station de ski en plein désert et ses édifications luxueuses dans les îles. Et ce, en dépit du crash de 2008-09 qui a pratiquement paralysé l'expansion de l'émirat en hauteur comme en étendue.

Début 2009, le ministre du Travail de Dubaï aurait annulé jusqu'à 2 000 permis de travail par jour pour les travailleurs migrants. L'Organisation internationale pour les migrations estime que des projets d'une valeur de 583 milliards de dollars ont été gelés et que près de 20 pour cent des travailleurs ayant des contrats de courte durée ont perdu leur emploi.

Aujourd'hui, un tour en voiture par les immenses chantiers de construction de Business Bay à Dubaï est une expérience plutôt sinistre. Cette ville dans la ville était censée héberger 300 000 personnes dans un nouveau centre résidentiel et commercial autour d'une extension artificielle de l'anse de Dubaï, mais les travaux sont paralysés dans bon nombre des 160 tours que comptait le projet.

Les hommes venus d'Asie du Sud qui travaillent dans les chantiers restés ouverts disent qu'on les a contraints à accepter des réductions de salaire ou des retards de paiement de leur salaire, situation qui s'est aggravée depuis la crise.

«*Ici, on a deux équipes de 450 hommes chacune, qui ont tous la vie dure. Certains des ouvriers ne reçoivent que 600 dirhams (\$165) par mois*», dit un responsable de la sécurité d'un des chantiers de Business Bay. Chose inquiétante, il dit que l'éclatement de la bulle foncière a des répercussions également en matière de sécurité sur les chantiers. «*Les entreprises rognent sur tous les coûts, à cause de la récession*» murmure-t-il pour être sûr que ses collègues ne vont pas l'entendre.

En 2008, d'après le livre Dubaï: *The Story of the World's Fastest City*, publié par le journaliste américain Jim Krane, Dubaï comptait 6 000 chantiers de construction et seulement 16 inspecteurs. La source de cette information était Graeme McCraig, qui dirige BuildSafe UAE, un groupe qui s'est constitué au sein du secteur du bâtiment pour promouvoir la sécurité des chantiers de construction. (3)

Une enquête réalisée par le magazine hebdomadaire

Construction Week dont le siège est à Dubaï a recensé 880 décès d'ouvriers du bâtiment dans des accidents en 2004. (4) Krane cite un formateur en matière de sécurité dans les chantiers qui, sous le couvert de l'anonymat, dit qu'en 2007 ce nombre était d'environ 800.

Certaines améliorations ont été apportées depuis lors. «*Tout est toujours perfectible, dans tous les pays, même les plus développés; mais on peut dire qu'au Moyen-Orient, la santé et la sécurité ont vraiment beaucoup progressé*», dit Dave Bass, consultant en matière de santé et de sécurité au travail, collaborateur indépendant pour BuildSafe UAE à Dubaï. «*Cela fait 20 ans que je suis au Moyen-Orient et j'ai pu constater beaucoup de changements positifs*». Des rapports signalent toutefois la multiplication du nombre d'ouvriers du bâtiment qui ont de graves problèmes de santé en raison de la chaleur et de la déshydratation, lorsqu'ils doivent travailler en été par des températures pouvant dépasser 50°C.

Le Qatar compte 350 000 travailleurs népalais, mais il en meurt plus de cent tous les ans à cause de problèmes cardiaques, alors qu'apparemment il s'agissait d'hommes jeunes et en bonne santé. Souvent, ces décès surviennent quelques jours après qu'ils aient commencé à travailler sous la chaleur du Golfe.

«*Les régions septentrionales et centrales du Népal sont montagneuses et ont un climat plutôt frais. Des experts médicaux imputent ces morts soudaines au fait de se retrouver tout d'un coup dans des conditions climatiques si dures*», a expliqué Surayanath Mishra, ambassadeur du Népal, au journal *The Peninsula* du Qatar. (5)

Pour parer à l'absence de données fiables sur les accidents qui surviennent dans les chantiers de construction, quatre hôpitaux d'Abou Dabi ont annoncé en avril qu'ils allaient lancer un système en ligne de recensement des statistiques sur les blessures et accidents, y compris sur l'épuisement dû à la chaleur sur le lieu de travail. Le programme pourrait être étendu à l'ensemble de l'émirat d'ici la fin de l'année 2011, disent les responsables.

Les autorités des É.A.U. ont accordé aux ouvriers une pause de deux heures et demie pendant l'après-midi des trois mois les plus chauds de l'année, mais une clause d'exemption est prévue pour les employeurs pouvant démontrer que leurs ouvriers travaillent à l'ombre.

Face aux critiques internationales en matière de normes de sécurité, les gouvernements de la région ont commencé à introduire des contrôles plus stricts des normes de sécurité et lancé des campagnes de sensibilisation pour les travailleurs autant que pour les employeurs.

Il est difficile de disposer de statistiques à l'échelon national, mais l'administration de la santé à Abou Dabi a dit que 551 décès sur le lieu de travail étaient survenus dans l'émirat en 2010, tous secteurs confondus, ce qui est une diminution par rapport aux 680 de 2009.

Cependant, des fonctionnaires de la santé cités dans *Construction Week* ont souligné que les statistiques ne permettaient pas de distinguer clairement si la diminution des décès était due à l'amélioration des normes de sécurité ou tout simplement au ralentissement du secteur du bâtiment. (6)

(1) Human Rights Watch 19 mai 2009 <http://www.hrw.org/en/reports/2009/05/18/island-happiness-0>

(2) New York Times, 16 mars 2011: <http://www.nytimes.com/2011/03/17/arts/design/guggenheim-threatened-with-boycott-over-abu-dhabi-project.html>

(3) Jim Krane, *Dubaï, the Story of the World's Fastest City*, Atlantic Books, page 207.

(4) Site worker death toll exceeds 800, *Construction Week*, 6-19 août 2005.

(5) *The Peninsula*, 4 janvier 2010.

(6) Workplace accident rate drops in Abu Dhabi, *Construction Week*, 27 février 2011, www.constructionweekonline.com/article-11190-workplace-accident-rate-drops-in-abu-dhabi/

Le système des entreprises garantes place les travailleurs fugitifs dans un vide juridique

Un soir, à la fraîcheur des nuits d'hiver du Golfe, la Toyota dans laquelle circule le Dr Devanapally Shashikala se range à l'orée d'un parc, entre le souk doré et la spectaculaire mosquée du roi Faysal à Sharjah, l'un des émirats qui composent les EAU.

En l'espace de quelques secondes, la voiture est entourée d'hommes qui sortent de l'ombre en silence, pendant que cette doctoresse indienne et son assistant pakistanais déchargent des casseroles tièdes de riz et de curry de légumes.

Des dizaines d'hommes d'Asie du Sud forment rapidement un cercle, sous les palmiers du parc Al Ittihad. Il s'assoient sur l'herbe bien entretenue, et la doctoresse commence à verser à la louche, dans les petits sacs en plastique qu'ils tiennent à la main, ce qui sera leur unique repas de la journée.

Ici, ces hommes sont appelés les khalliballi, un mot d'argot qui signifie «sans statut». Ils se sont enfuis de chez leur employeur et se trouvent ainsi dans un vide juridique dans les Émirats Arabes Unis.

Ils ne sont plus en mesure de travailler légalement dans les EAU, ils n'ont ni les moyens ni les papiers dont ils auraient besoin pour rentrer chez eux, ils vivent à la dure, dorment à la belle étoile et dépendent de ce que l'on veut bien leur donner ou des maigres revenus qu'ils réussissent à gagner comme journaliers clandestins.

«Cela fait six mois que je n'ai ni salaire, ni toit, ni même de quoi m'alimenter comme il faut» dit Rajan d'Hyderabad, qui est devenu clandestin à Dubaï après avoir fui de chez son employeur.

«J'ai payé 50 000 roupies (\$1,000) pour venir ici. En Inde, j'étais un employé domestique. L'agent m'a dit que je serai bien payé à Dubaï. J'ai travaillé pour un atelier de réparation de pneumatiques. Ils m'avaient promis que je recevrai 1 000 dirhams (\$270) par mois, mais en fait ils ne me donnaient que 400 dirhams (\$108).»



→ Paul Ames

Ensuite, raconte cet homme de 40 ans, ils ont tout bonnement arrêté de payer, alors il s'est enfui, mais n'est en mesure ni de trouver un autre emploi ni de rentrer chez lui.

«J'ai deux fils, ma famille me demande pourquoi est-ce que je n'envoie pas d'argent, et pourquoi je reste ici. Mais je n'ai pas d'argent, et même si j'en avais, comment est-ce que je pourrais l'envoyer alors que je n'ai pas de papiers?», demande Rajan pendant qu'il attend sa pitance grâce à la soupe populaire du Dr Shashikala, distribuée aux sans-abri par les assistants.

Après des mois d'attente, Rajan a maintenant reçu les documents de sortie du territoire émis par l'ambassade indienne, et il est plein d'espoir à l'idée de rentrer, même les mains vides.

Les khalliballi sont victimes du système des entreprises garantes, appelé Kafala, utilisé pour recruter tous les travailleurs migrants des pays du golfe Persique.

Pour pouvoir travailler légalement, une entreprise du pays de destination doit se porter garante. Une fois sur place, ils ne

Jassim, 26 ans, est un ouvrier du bâtiment Bangladeshi qui vit dans le quartier Satwa de Dubaï où il partage une maison avec des dizaines de compatriotes, entassés à dix par pièce

«Je travaille dans un chantier de construction près des Tours Emirates, mais ça fait cinq mois que je n'ai pas été payé.

Je suis à Dubaï depuis trois ans. J'avais un travail au Bangladesh, mais on ne gagne pas beaucoup d'argent là-bas. J'ai pensé qu'en quittant mon pays, pour venir à Dubaï, je gagnerais plus d'argent.

J'ai payé 200 000 en argent du Bangladesh pour venir ici, ça fait 11 000 dirhams (\$3,000). Je ne vais pas récupérer ça. Je dois envoyer de l'argent à ma famille au Bangladesh, mais maintenant je ne reçois plus rien. Ma famille m'appelle, ils me demandent «Où est l'argent, comment on va faire pour survivre? J'ai sept membres de ma famille à la maison, ils sont tout le temps en train de me réclamer l'argent.

Je suis angoissé. Je passe mon temps à me demander d'où je vais sortir l'argent, comment je vais payer ma chambre. Je me sens vraiment mal, sur les nerfs, parce que je n'ai pas de quoi payer le loyer de la chambre et parfois je dois bien acheter à manger, chez l'épicier, et parfois ils ne me font pas crédit.

Je travaille 10 heures par jour, avec une pause d'une heure. Si quelqu'un pouvait m'aider à récupérer l'argent que l'entreprise me doit, dès que je l'ai je rentre au Bangladesh. Je recevais 1 500 dirhams (\$400) par mois, alors ils me doivent plus de 5 000 (\$1 400). J'ai mon passeport sur moi. Si j'arrive à toucher l'argent que l'entreprise me doit, je rentre au pays. Pour moi, c'était une erreur, de venir à Dubaï.»

peuvent travailler que pour cette entreprise-là. S'ils démissionnent, ils doivent obtenir la permission de leur premier employeur pour trouver un autre emploi, ou pour obtenir un visa de sortie qui leur permettrait de rentrer chez eux.

Les employeurs prétendent que ces règles sont nécessaires pour protéger leur investissement, c'est à dire les coûts encourus pour faire venir les travailleurs. Souvent, ils gardent les passeports des migrants qui travaillent pour eux, garantie supplémentaire que ceux-ci ne prendront pas la fuite. Les détracteurs du système affirment que celui-ci revient à autoriser le travail forcé.

Le Dr Shashikala a commencé à aider les travailleurs fugitifs en 2007. Elle ne sait pas combien de migrants vivent dans l'illégalité, mais elle ne peut en nourrir qu'une centaine par jour. Parfois, lorsqu'elle est à court de nourriture chaude elle doit acheter du pain et du yaourt pour ceux qui n'ont rien eu. La société affluente de Dubaï ne lui apporte presque aucune aide.

«Les gens ne veulent pas nous soutenir parce qu'ils ne veulent pas être associés à une quelconque aide à des clandestins», explique-t-elle. «J'ai beaucoup de mal à trouver l'argent. Aucune organisation ne veut nous aider à cause des risques que cela comporte. Même leur ambassade n'est pas très intéressée.»

Tous les matins, les hommes qui vivent dans le parc espèrent gagner un peu d'argent comme journaliers. Ils font la queue en attendant les camions des employeurs du marché noir. Souvent, ils sont une fois de plus floués. *«À la fin de la journée, ils ne leur donnent pas leur argent, mais les migrants continuent à se dire que si ça se trouve, celui-là paiera plus tard, toujours plus tard»,* dit le Dr Shashikala.

Ceux qui travaillent illégalement sont souvent emmenés dans des chantiers de construction dans le désert, loin des yeux de la police. Les conditions de travail sont souvent malsaines, voire dangereuses, mais s'ils tombent malades ou se blessent, ils risquent d'être détectés puis mis en prison pour cause de travail illégal.

Le Dr Shashikala montre la photo d'un homme enchaîné à un lit d'hôpital. *«Dans ce cas-ci, il a subi une blessure au genou. Il est incapable de marcher sans l'aide de quatre*

personnes, mais ils l'ont quand même enchaîné.»

Le Dr Shashikala dit qu'elle doit également traiter les blessures psychologiques des clandestins. *«Il y a des cas de dépression, et des suicides s'ils n'obtiennent aucun soutien. L'un de ces jeunes qui attendent leur document de sortie a fini par dire que s'il ne recevait pas ses papiers dans les deux jours, il se pendrait à un arbre. En leur apportant mon aide, je sauve bien des vies. Je garde cela tout le temps à l'esprit.»*

Ces migrants fugitifs ne sont pas pourtant pas le seul groupe de personnes piégées dans un no man's land juridique dans la région du Golfe. Il y a également des dizaines de milliers de personnes apatrides, les «bidoun», relégués aux marges de la société, sans papiers, soumis à la discrimination dans l'accès à l'emploi, aux soins de santé et à l'éducation.

«Eux, ils subissent des conditions de vie bien plus inhumaines que les ouvriers migrants,» dit un militant des droits de l'homme et ressortissant des Émirats.

«Certains d'entre eux sont abominablement exploités par les grandes entreprises, ils sont une main-d'œuvre bon marché parce que juridiquement on n'a pas à leur faire de contrat... ils accepteront n'importe quel salaire. C'est une vraie vie de misère.»

Les bidoun ont des origines variées. Certains vivent en fait dans leur propre patrie, depuis des générations, ils descendent de tribus nomades qui ont omis d'obtenir la citoyenneté lorsque les pays au long de la côte du Golfe se sont libérés du régime britannique dans les années 1960 et 1970. D'autres viennent de communautés commerçantes, à l'origine établies en Iran, en Inde ou à Zanzibar.

Il estime qu'ils seraient environ 30 000 dans les EAU, mais d'autres estimations donnent un total atteignant 100 000 bidoun. Au Koweït, où les estimations sont de l'ordre de 120 000, les bidoun ont manifesté en février pour exiger leurs droits civiques. Ils sont également très nombreux en Arabie Saoudite, au Bahreïn et au Qatar. Les autorités des É.A.U. avaient annoncé en 2006 que des efforts seraient déployés pour résoudre la situation des bidoun, mais les projets visant à régulariser leur statut n'ont pas vraiment progressé.

Joy, 23 ans, est un ouvrier clandestin à Dubaï qui vit dans une maison d'accueil gérée par une organisation caritative. Ces quelques mots, il les a prononcés alors qu'il attendait de recevoir sa louche de riz et de curry dans une soupe populaire clandestine

«Je suis venu ici avec un visa de visiteur, et ça fait deux ans que je suis là. Je n'ai pas d'entreprise, pas de travail, pas d'argent. J'ai fait des petits boulots, pour des sous-traitants, mais ils ne me payent pas.»

C'est un agent qui m'a fait venir, je lui ai payé 2 lakhs au Bangladesh (\$3 000), et quand je suis arrivé ici ils m'ont pris mon passeport. Je n'ai pas de papiers. Je ne me souviens même pas du numéro de passeport.

Je veux rentrer chez moi. J'attends de recevoir les papiers d'urgence que donne l'ambassade du Bangladesh. Je n'aurais jamais dû venir ici.»

Ali, de l'État de l'Uttar Pradesh en Inde, est venu à Dubaï

pour travailler comme tailleur, un emploi qualifié et d'habitude relativement bien payé.

«Je suis ici depuis deux ans avec un visa de travail. Pendant six mois, j'ai travaillé pour une entreprise, mais ils ne me payaient pas mon salaire, alors je suis parti. Maintenant, ça fait presque 20 mois que je travaille en dehors.»

Quand je suis retourné à l'entreprise pour leur demander mon passeport, ils ont refusé de me le rendre. Alors j'espère recevoir un passeport d'urgence.

Je suis logé dans une maison d'accueil maintenant, et je veux rentrer chez moi. C'est très pénible, parce que je ne travaille plus.»

Le transport maritime dans le Golfe échappe à toute réglementation et laisse les marins en rade



→ Magnum

Les équipages de navire parqués au large de la côte des É.A.U. par des armateurs ayant fait faillite, ou obligés à entreprendre de complexes procédures juridiques pour réclamer leurs salaires impayés, n'ont pas de représentants syndicaux pour les aider, car les syndicats sont interdits. Mais les marins peuvent se tourner vers le Révérend Stephen Miller et sa Mission pour les marins.

«Nous avons eu des cas de personnes qui n'avaient pas été payées depuis des années», explique le prêtre anglican. «Des procédures existent pour obtenir réparation, mais elles sont lourdes, onéreuses et prennent beaucoup de temps.»

Les routes de navigation maritime qui traversent le golfe Persique sont parmi les plus densément empruntés du monde. Avec la croissance économique des dernières décennies, des ports tels que Dubaï, Abou Dabi et Qatar ont connu une expansion rapide. Le port Jebel Ali de Dubaï est le plus grand jamais construit par l'homme, et le premier port du Moyen-Orient. Sur la côte orientale des É.A.U., au large de Fujairah se trouve le deuxième port de soutage du monde, utilisé chaque année par environ 10 000 navires, soit 200 000 marins.

Miller dit que la région inclut des ports très bien réglementés, où mouillent des lignes de transport maritimes qui appliquent les normes internationales en matière de bien-être des gens de mer. Malheureusement, elle compte aussi plus qu'il ne faut d'armateurs sans scrupules, de ports qui font fi des règles et de tribunaux qui sont mal équipés pour traiter les plaintes des marins.

Les principaux problèmes ont trait aux routes maritimes qui vont des É.A.U. à l'Afrique et à l'Asie du Sud, ou bien aux routes commerciales autour du Golfe comme celles qui relient les É.A.U. à des ports en Iran et en Irak où naviguent toujours les anciens boutres traditionnels qui mouillent dans la baie de Dubaï.

Miller dit que la mise en œuvre de la Convention du travail maritime de l'OIT de 2006 devrait renforcer considérablement la protection des gens de mer travaillant sur les routes maritimes reliant les pays du Golfe à l'Europe ou à l'Amérique du Nord, mais qu'il faudra bien longtemps avant que ses bénéfices ne parviennent jusqu'aux marins travaillant sur les routes moins bien contrôlées. (1)

«Cela ne changera rien au fait que les inspecteurs iront quand même davantage contrôler le transport maritime international plutôt que les petits navires commerciaux locaux du Golfe, ou même les échanges maritime entre l'Inde et le Golfe», explique-t-il dans une interview.

«L'on sait depuis longtemps que 10 pour cent du transport maritime n'est pas aux normes. Les navires ne sont pas forcément en train de tomber en morceaux, mais ils ne sont pas conformes à la réglementation; forcément, ce 10 pour cent du transport va migrer vers les routes commerciales peu ou pas réglementées.»

Les armateurs sans scrupules qui empruntent ces routes de navigation n'ont aucun mal à trouver des membres

d'équipage, qui sont même disposés à payer pour avoir une place sur leurs navires.

«Si vous venez d'un pays comme le Pakistan, le Bangladesh, l'Inde ou la Birmanie, il y a probablement un poste de travail pour 10 marins. Ils sont prêts à tout pour l'emporter. Certains de ces marins montent à bord aux É.A.U., et ils peuvent très bien avoir payé \$5 000 pour avoir cet emploi», dit Miller.

«Mettons qu'on leur a promis qu'ils gagneraient \$500 par mois, alors ils veulent rester 18 mois. Mais la réalité, c'est qu'ils n'ont pas de contrat, alors le propriétaire du navire leur dit «ah non, moi je m'étais engagé à payer seulement \$100 par mois» alors après avoir travaillé 18 mois ils en sont toujours pour 3 200 dollars de leur poche.»

La contraction des échanges mondiaux qui a suivi la crise économique de 2008 a laissé en rade bon nombre d'équipages qui n'ont pas été payés. Au début 2011, Miller dit qu'il s'occupe généralement d'une demi-douzaine d'équipages ainsi abandonnés, habituellement dans les plus petits ports des émirats de la partie septentrionale des É.A.U.

Deux marins qui étaient restés coincés sur le navire marchand Al Manara 2 dans le port d'Ajman ont finalement pu rentrer chez eux, en novembre, après 15 mois piégés à bord. Juma Mohammed Mkumba, Tanzanien, et son compagnon d'infortune philippin Nelson Aguilar sont restés en rade lorsque l'armateur du navire, criblé de dettes, a disparu. Ils ne pouvaient pas descendre à terre parce que, comme c'est d'usage pour les gens de mer, ils n'avaient pas de visa d'entrée mais juste un laissez-passer côtier dont la durée de validité ne couvre que des périodes de 21 jours.

La Mission pour les marins a fourni à ces hommes de l'alimentation, de l'eau et des crédits téléphoniques afin qu'ils puissent rester en contact avec leur famille. La Mission a également appuyé les efforts de ces deux marins pour récupérer les \$30 000 au total qui leur étaient dus en arriérés de salaire.

«C'est assez courant ici que les propriétaires ne paient pas pendant quatre mois, ou cinq mois», dit Anil, un ancien marin. «C'était déjà le cas avant la récession, parce que ces armateurs n'ont pas un système comme il faut, ils ne connaissent pas la procédure adéquate. Cela arrive bien trop souvent.»

Anil lui-même a été laissé en rade dans un navire pendant sept mois au début des années 2000; il a mené une bataille de trois ans devant les tribunaux en vue de récupérer les salaires impayés. Maintenant, il travaille comme gérant de navires et fait du bénévolat pour aider d'autres marins.

Nous étions en train de boire du thé dans son bureau décoré avec goût de cartes marines et de bric-à-brac maritime, quand il reçut un texto de l'équipage indien d'un navire assurant la liaison entre Dubaï et le port irakien de Basra. L'armateur irakien, qui n'avait pas payé l'équipage depuis un an, s'était évanoui dans la nature, laissant l'équipage en rade dans la voie navigable de Shatt al-Arab au large de Basra, sans argent pour se ravitailler en carburant ou en aliments.

«Je leur ai dit de prendre contact avec l'ambassade indienne à Bagdad, mais Bagdad est très loin de Basra. J'espère qu'ils enverront quelqu'un à leur secours.»

¹- Convention du travail maritime, OIT, 7 février 2006 http://www.ilo.org/global/standards/maritime-labour-convention/WCMS_090215/lang-fr/index.htm

David est un chauffeur de taxi venu d'Érythrée pour travailler dans la capitale du Qatar, Doha. Comme beaucoup de chauffeurs, il dit qu'on lui avait promis un bon salaire, mais qu'ensuite on lui a dit qu'il devait gagner sa vie à partir de commissions

«Je dois payer 260 riyals (\$70) par jour pour louer mon taxi. Parfois je les gagne, parfois pas, mais je me bats jusqu'à la fin pour essayer d'y arriver.

Vous savez, quand je suis venu ici je n'ai même pas lu l'accord, parce que tout avait été négocié par notre ambassade. Ils nous ont dit: «Venez, il y a du travail au Qatar». J'avais été 12 ans dans l'armée, alors quand j'ai eu la possibilité de changer et de partir, je n'ai pas hésité.

Quand je suis arrivé, j'ai travaillé sept mois en touchant un salaire. Je gagnais 1 400 riyals (\$385) tous les mois. Après ça, ils ont commencé à me réclamer l'argent de la location du taxi. J'étais venu pour être salarié, mais ils m'ont dit que l'accord stipulait qu'au bout de six mois, on doit commencer à louer. Ils l'ont fait, comme ça, en me disant juste «c'est dans l'accord». Ils font ça à tout le monde. Parfois il n'y a pas de clients, mais Dieu soit loué, je ne perds pas. Un jour, je perds de l'argent, mais je compense le lendemain. Je travaille jusqu'à 11 heures par jour pour ne pas perdre.

Je ne dois pas payer pour mon logement ; on est à six par chambre, mais au moins c'est gratuit. Je dois juste me payer à manger. Je partage avec d'autres gars d'Érythrée. Les maisons ici sont bien. On a tout, même la climatisation. La plupart des chauffeurs de taxi viennent d'Asie. Les Indiens, les Népalais, ils doivent payer beaucoup trop d'argent pour venir ici. Je me sens mal quand j'y pense.

Mais vous savez, le gouvernement du Qatar et l'Érythrée, ils ont de bonnes relations. Je suis venu gratos, moi. Je n'ai rien payé, même le billet d'avion c'est l'entreprise qui l'a payé. Pour ce boulot, ils font venir encore du monde, du Kenya, d'Érythrée, d'Éthiopie, de Tanzanie, du Soudan.

Dans ce pays, le grand problème c'est pas les Qataris. Au milieu, entre les Qataris et les travailleurs, il y a plein de monde, et ils se prennent des commissions. Ils disent au patron qatarien que mon salaire, c'est 4 000 riyals (\$1 000) y compris le logement, l'électricité, l'eau, mais les intermédiaires, ils gardent l'argent, ils se le mettent dans la poche. Les Qataris, ils ne savent pas ça, ils pensent juste qu'ils donnent trop d'argent.

Le directeur général est un Qataris, mais il est innocent. Il sait rien de rien, c'est juste qu'il chapeaute la boîte. Mais les gens qui la font tourner, la boîte, ils sont Indiens, de Kerala, et ils ne s'occupent bien que des gens de chez eux.

Dans ce pays, si vous venez à plusieurs pour réclamer au bureau, ils vous laissent pas. Plusieurs fois, on leur a écrit une lettre, mais ils ne l'acceptent pas. Je ne sais pas, si ça se trouve ils ne la donnent pas à l'administration parce que les gars qatariens de l'administration, c'est quelqu'un de très éduqué. Les Indiens, ils nous laissent pas nous approcher du patron. Chaque fois, ils lui envoient un rapport qui dit que tout va bien, que tout marche, qu'il n'y a aucun problème et le patron, il accepte ça. Il est très content.»

Fiche pays: Qatar

Superficie: 11 600 kilomètres (en gros, la taille de la Jamaïque).

Population: 1,7 million d'habitants

Principales nationalités: 425 000 Qataris; 500 000 Indiens; 350 000 Népalais; 160 000 Philippins.

Villes principales: Doha (la capitale); Al Rayyan.

Politique: Le pouvoir est détenu par un monarque héréditaire, l'émir Hamad bin Khalifa Al Thani. Les partis politiques n'existent pas, et les projets d'élire les membres du Conseil consultatif entourant l'émir ont été maintes fois repoussés. à l'heure actuelle, les 35 membres du Conseil sont nommés par l'émir, tout comme les ministres.

Économie: D'après certains calculs, le Qatar serait le pays le plus riche du monde, avec un PIB par habitant de \$88 200. La croissance en 2010 a atteint 16 pour cent. Ce pays minuscule détient la troisième plus grande réserve de gaz naturel au monde. Le Qatar a également cherché, avec succès, à diversifier son économie dans le secteur manufacturier, dans les services financiers et le tourisme. Le fait d'accueillir la Coupe du monde de 2022 devrait contribuer à l'essor du tourisme.

Histoire: Le Qatar a déclaré son indépendance en 1971 à l'issue du désengagement britannique du golfe Persique. Les négociations en vue de parvenir à une union avec les émirats ayant conformé les É.A.U. ont échoué. Autrefois l'un des États

arabes les plus pauvres, le Qatar a vu son économie décoller grâce au développement de l'industrie pétrolière au cours des décennies suivant la deuxième guerre mondiale.

Droits syndicaux: Les restrictions frappant les organisations de travailleurs rendent pratiquement impossible d'avoir des syndicats efficaces. Bien que la négociation collective et le droit de grève soient reconnus dans la législation, des conditions et des restrictions limitent considérablement la portée des négociations et neutralisent dans les faits le droit de grève. Les fonctionnaires, les employés domestiques et les travailleurs des «services essentiels» tels que la santé, le transport, et l'industrie pétrolière et gazière n'ont pas le droit de grève.



Fiche pays: É.A.U.

Superficie: 83 600 kilomètres carrés (en gros, la taille de l'Autriche).

Population: 4,7 millions d'habitants.

Principales nationalités: 900 000 Émiriens, 1,75 million d'Indiens, 1,25 million de Pakistanais, 500 000 Bangladeshis, 1 million d'autres asiatiques, 500 000 Européens et Africains.

Villes principales: Abou Dabi (capitale); Dubaï, Sharjah, Al Ain.

Politique: Le pays est une fédération composée de sept émirats semi-autonomes. Le Sheikh Khalifa ben Zayed Al Nahyan, souverain d'Abou Dabi, est le président. Le Sheikh Mohammed ben Rashid Al Maktoum, souverain de Dubaï, est le vice-président, Premier ministre et ministre de la défense. Le président est choisi par le Conseil suprême fédéral, composé des souverains des sept émirats. Les partis politiques sont interdits. Le parlement (Conseil national fédéral) est doté de 40 sièges, il est nommé pour moitié par les sept émirats, et élu pour moitié par un collège électoral de 6 689 Émiriens, eux-mêmes nommés par les émirats.

Économie: Les É.A.U. ont l'une des économies les plus riches du monde et, jusqu'à ce qu'elle soit lourdement frappée par la récession de 2008-9, celle à la croissance la plus rapide. Le PIB par habitant est de \$ 37 000. Le taux de croissance de 2010 a été de 2,5 pour cent. La richesse du pays était fondée sur ses immenses réserves pétrolières et gazières, mais récemment le pays a entre-

pris une diversification vers les services, le tourisme et la production manufacturière. Les hydrocarbures représentant aujourd'hui uniquement 25 pour cent du PIB.

Histoire: Les É.A.U. ont été fondés en 1971 lorsque les pays de la Trêve ont acquis leur indépendance de l'empire britannique. Les britanniques avaient pris le contrôle de la côte au cours du XIXe siècle pour éviter que les pirates qui y sévissaient mettent en péril son commerce avec l'Inde.

Droits syndicaux: La législation n'autorise pas les syndicats. Le droit de négociation collective n'est pas non plus reconnu par la loi. Le droit de grève n'est pas reconnu, et les travailleurs du secteur public, tout comme les travailleurs migrants qui constituent la grande majorité de la main-d'œuvre, n'ont pas le droit de faire grève.

